



# Tableau de bord du marché du travail luxembourgeois

## Indicateurs relatifs aux flux de main-d'œuvre

Période de référence : janvier 2017 - janvier 2018

Date de parution : juin 2018

## Liste des indicateurs

1. Les flux de main-d'œuvre salariée : nombre de recrutements et de fins de contrat (y compris emplois intérimaires)	2
2. La saisonnalité des flux de main-d'œuvre salariée	3
3. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité	4
4. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le genre	6
5. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon l'âge	9
6. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon la nationalité et la résidence	13
7. Les recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le type de contrat	16
8. Les recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire rémunérés au voisinage du salaire social minimum	19
Note méthodologique	22
ANNEXES	23

Les chiffres des flux annuels depuis 2009 sont disponibles sur la page suivante :

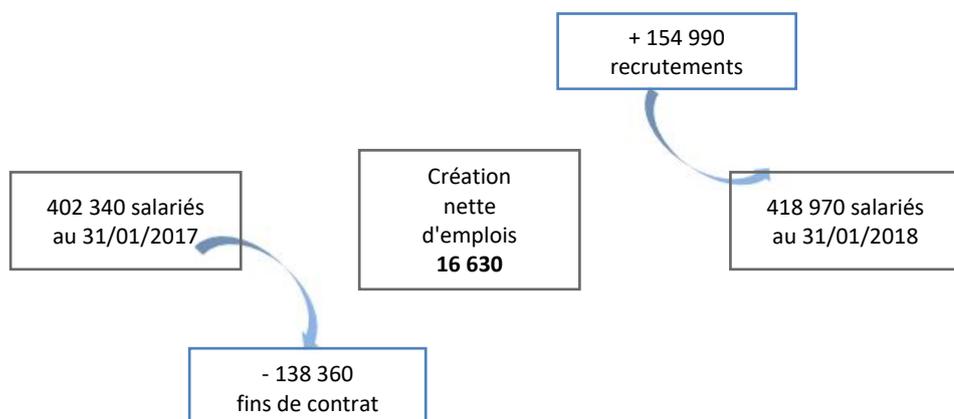
<http://www.adem.public.lu/fr/marche-emploi-luxembourg/faits-et-chiffres/statistiques/igss/Tableaux-interactifs-flux-emploi/index.html>

Pour des raisons de protection des données à caractère personnel, tous les effectifs présentés dans ce tableau de bord sont arrondis à la dizaine inférieure ou supérieure.

Les explications et les précautions d'utilisation de ces chiffres sont détaillées dans la note méthodologique.

# 1. Les flux de main-d'œuvre salariée : nombre de recrutements et de fins de contrat (y compris emplois intérimaires)

## 1.1. Flux et création nette d'emplois salariés



Au 31 janvier 2018, il y avait 418 970 salariés au Luxembourg contre 402 340 au 31 janvier 2017. Entre ces deux dates, on observe 154 990 recrutements et 138 360 fins de contrat (dont près de 5 190 départs à la retraite<sup>1</sup>). Le solde entre les recrutements et les fins de contrat (appelé création nette d'emplois salariés) est de 16 630 salariés. L'emploi salarié a donc augmenté de 16 630 unités sur la période étudiée, soit une progression de 4,1%.

## 1.2. Poids de l'emploi intérimaire dans les flux de main-d'œuvre salariée

	Recrutements (1)	Fins de contrat (2)	Création nette d'emplois salariés (3)=(1)-(2)
Salariés hors intérimaires	122 730	107 720	15 010
Salariés intérimaires	32 260	30 640	1 620
Total	154 990	138 360	16 630

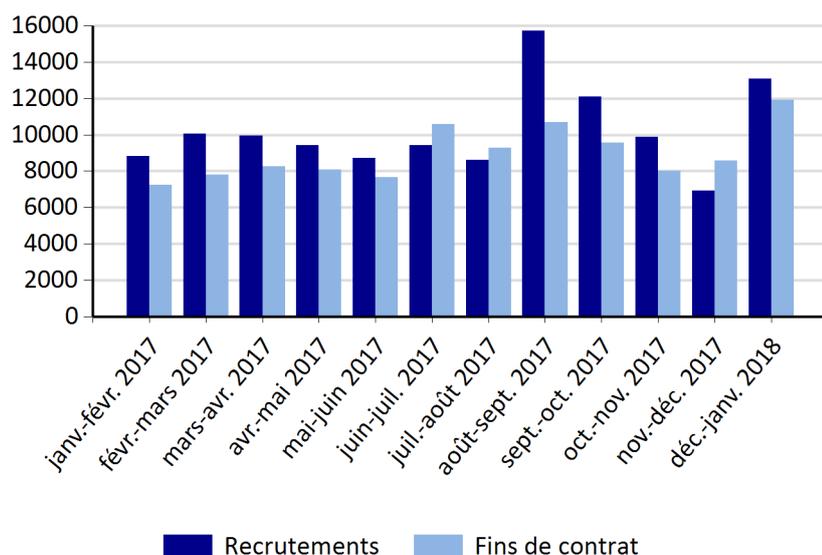
Sur l'ensemble des recrutements réalisés, 21% concernent des emplois salariés intérimaires tandis que 79% concernent des emplois salariés non intérimaires.

Pour les fins de contrat, ces chiffres s'établissent à 22% et 78%. Notons que parmi l'ensemble des salariés travaillant au Luxembourg au 31 janvier 2018, 2% occupent un emploi salarié intérimaire (soit 8 380 personnes).

<sup>1</sup>Ce nombre de départs à la retraite ne comprend pas les retraites du régime statutaire (fonctionnaires et employés de l'Etat) car les données ne sont pas encore disponibles pour la période étudiée. En se basant sur les données des 12 mois antérieurs, on peut estimer à quelque 600 les départs à la retraite du régime statutaire.

## 2. La saisonnalité des flux de main-d'œuvre salariée<sup>2</sup>

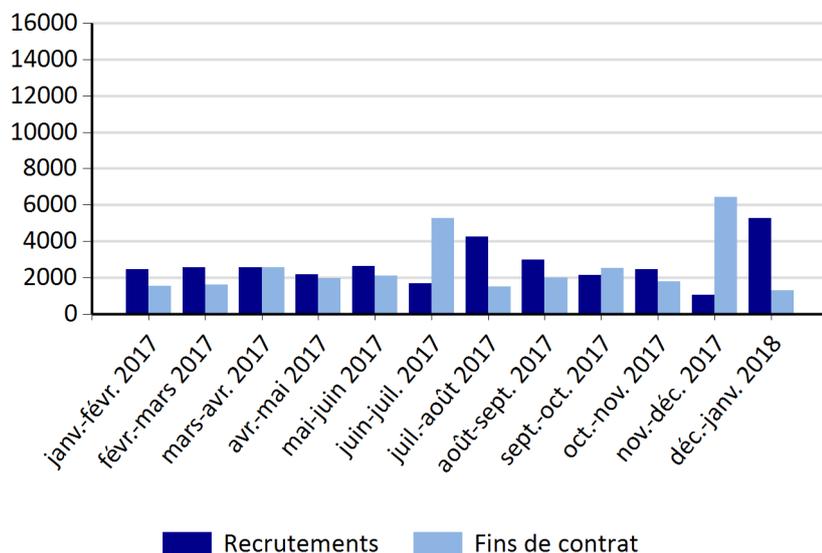
### Salariés non intérimaires



Selon les mois, le nombre de recrutements de salariés non intérimaires oscille entre 6 930 et 15 720 ; celui des fins de contrat, entre 7 240 et 11 910.

**Guide de lecture :** Entre janvier et février 2017, on observe 8 820 recrutements et 7 240 fins de contrat pour les salariés non intérimaires.

### Salariés intérimaires

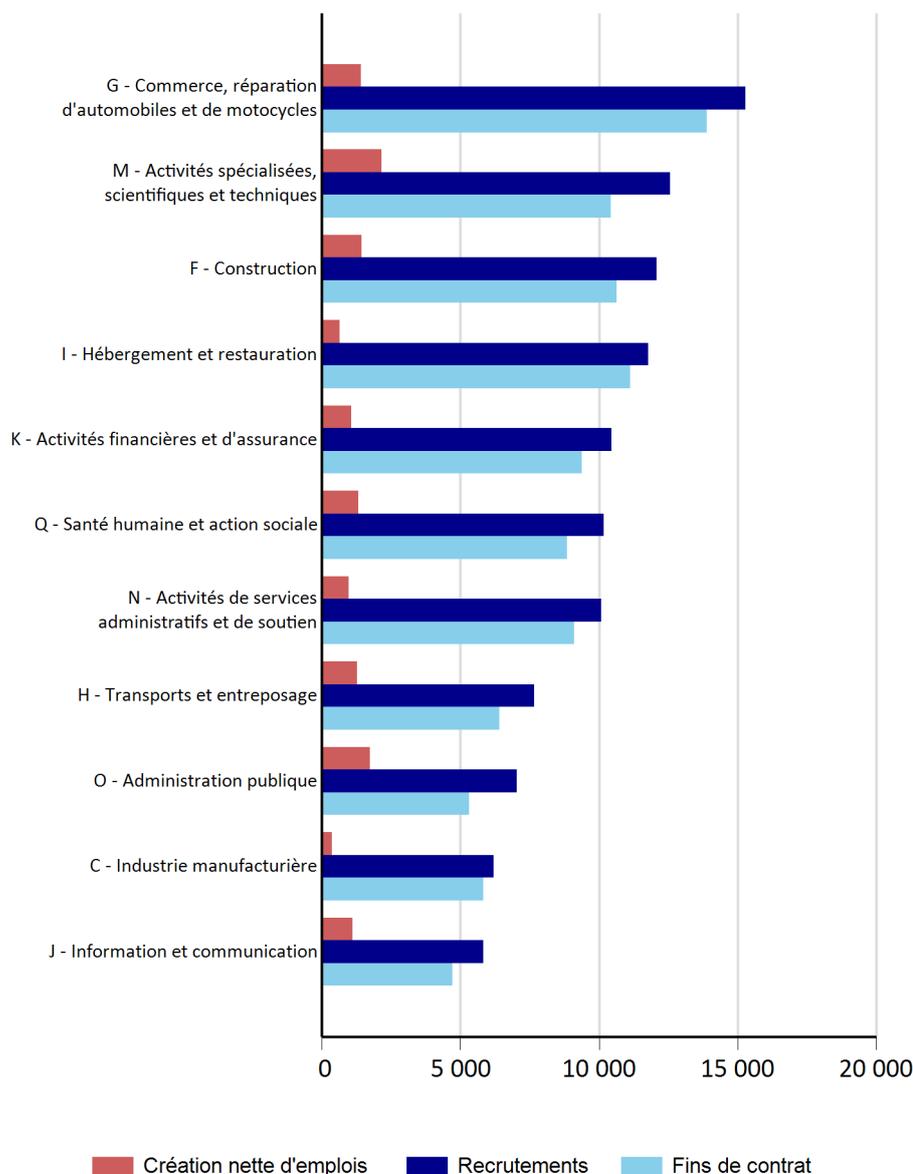


Selon les mois, le nombre de recrutements de salariés intérimaires oscille entre 1 050 et 5 270 ; celui des fins de contrat, entre 1 310 et 6 450.

<sup>2</sup>Les chiffres correspondant au point 2 sont présentés dans les tableaux 1 et 2 de l'annexe.

### 3. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité<sup>3</sup>

#### 3.1. Répartition globale des recrutements et des fins de contrat selon le secteur d'activité



Avec respectivement 15 300, 12 570, 12 090 et 11 770 recrutements, les secteurs "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles", "Activités spécialisées, scientifiques et techniques", "Construction" ainsi que "Hébergement et restauration" sont ceux qui ont le plus recruté entre janvier 2017 et janvier 2018.

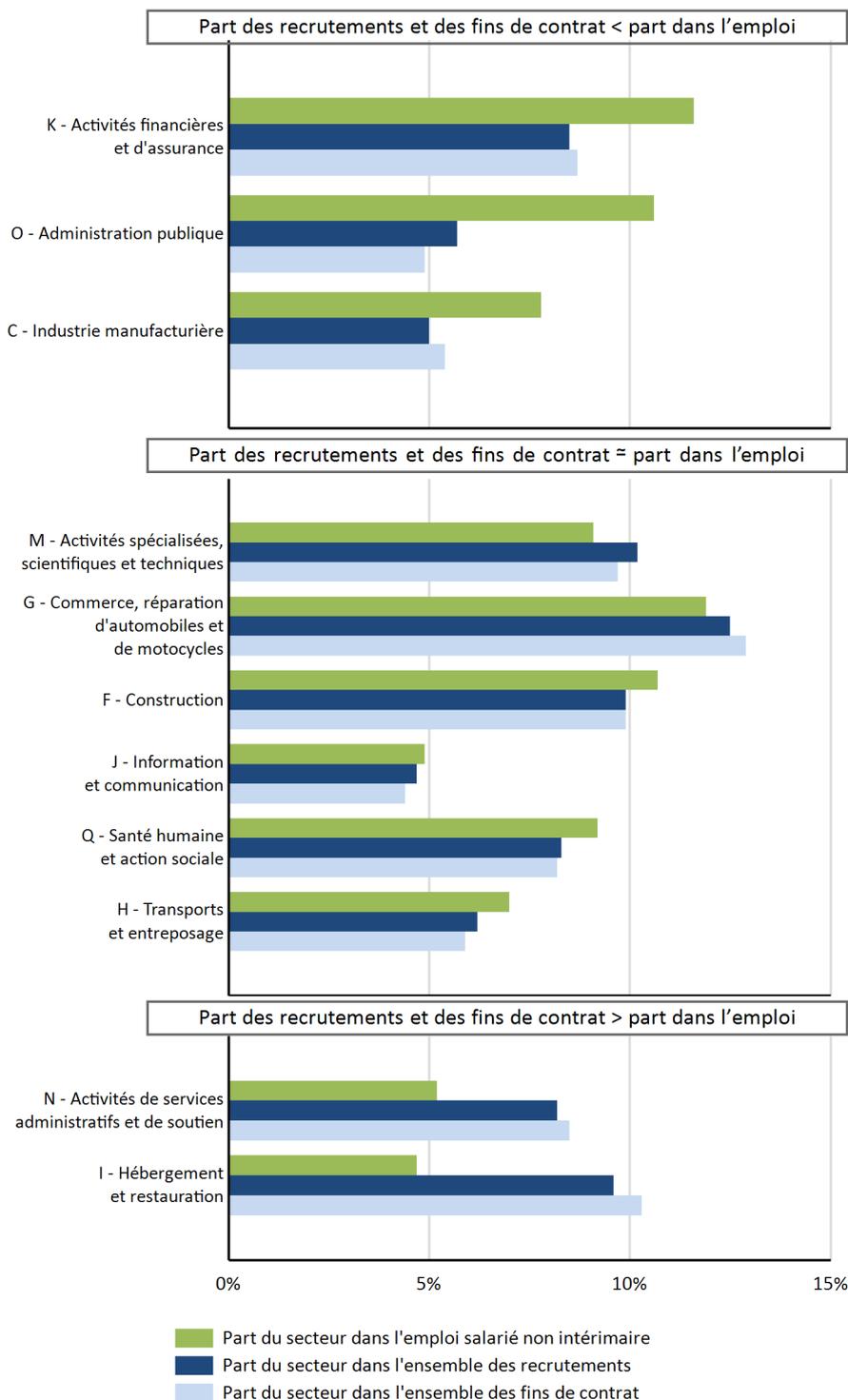
Ce sont dans ces mêmes secteurs que l'on observe le plus grand nombre de fins de contrat.

Dans tous les secteurs présentés ici, le solde entre les recrutements et les fins de contrat est positif ; autrement dit, ils sont tous créateurs d'emplois, même s'ils le sont dans des mesures très différentes.

**Guide de lecture :** Pour le secteur "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles", le nombre de recrutements entre janvier 2017 et janvier 2018 s'élève environ à 15 300, le nombre de fins de contrat à 13 890. La création nette d'emplois, qui correspond à la différence entre le nombre de recrutements et le nombre de fins de contrat, est de 1 410.

<sup>3</sup>Les secteurs mentionnés ici sont ceux qui représentent plus de 4% de l'emploi salarié non-intérimaire. Les chiffres relatifs à tous les secteurs se trouvent dans le tableau 3 de l'annexe.

### 3.2. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le poids du secteur d'activité dans l'emploi



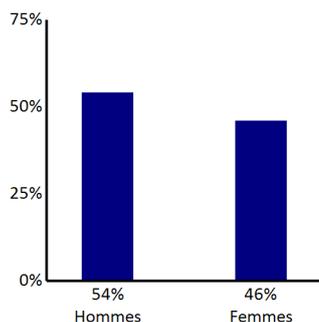
La part que représente chaque secteur dans les flux de main-d'œuvre ne correspond pas toujours à la part qu'il représente dans l'emploi.

La différence entre les deux s'explique par la dynamique de l'emploi dans le secteur. Cette dynamique résulte du jeu simultané de la destruction et de la création d'emplois mais surtout de la rotation de la main-d'œuvre sur les postes existants : les secteurs employant du personnel peu qualifié (comme l'HORECA ou les activités de services administratifs ou de soutien) ont traditionnellement une rotation sur postes existants plus élevée que les secteurs nécessitant une main-d'œuvre qualifiée, ce qui explique que la part que ces secteurs représentent dans les recrutements et les fins de contrat soit supérieure à celle qu'ils représentent dans l'emploi salarié.

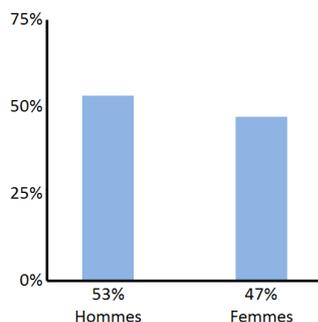
**Guide de lecture :** les secteurs d'activité sont classés en trois groupes. Le 1<sup>er</sup> rassemble les secteurs dans lesquels la part qu'ils représentent dans les recrutements et les fins de contrat est inférieure à celle qu'ils représentent dans l'emploi salarié. Le 2<sup>ème</sup> groupe rassemble les secteurs où la part dans les recrutements et les fins de contrat est identique à la part du secteur dans l'emploi. Le dernier groupe contient les secteurs où la part dans les recrutements et les fins de contrat est supérieure à la part du secteur dans l'emploi. Dans le 1<sup>er</sup> groupe par exemple, le secteur "Administration publique", qui occupe 11% des salariés (hors intérimaires), représente 6% des recrutements et 5% des fins de contrat.

## 4. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le genre<sup>4</sup>

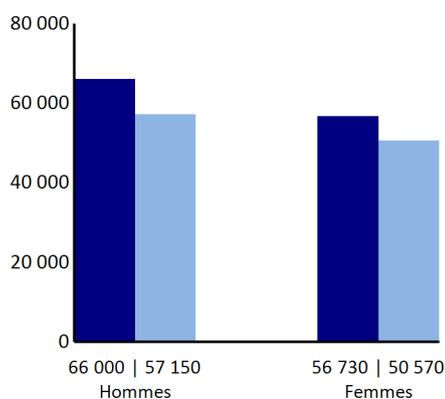
### 4.1. Répartition globale des recrutements et des fins de contrat selon le genre



Recrutements en %



Fins de contrat en %



Nombre de recrutements et de fins de contrat

Parmi les 122 730 recrutements (hors intérimaires) réalisés entre janvier 2017 et janvier 2018, 46% concernent une femme. La part des femmes respectivement dans les recrutements et les fins de contrat est supérieure à la part qu'elles représentent dans l'emploi salarié (41%). Cette surreprésentation des femmes dans les flux de main-d'œuvre s'explique notamment par le fait qu'elles sont proportionnellement plus présentes que les hommes dans les professions ayant un fort turn over.

Qu'il s'agisse des hommes et des femmes, la création nette d'emplois (solde entre le nombre de recrutements et de fins de contrat) est positive. Ainsi, entre janvier 2017 et janvier 2018, le nombre d'hommes salariés (hors intérimaires) sur le marché du travail a augmenté de 8 850 unités, ce chiffre s'établissant à 6 160 pour les femmes.

Pour les hommes, la création nette d'emplois représente 13% des recrutements (= 8 850/66 000) contre 11% pour les femmes. La dynamique de l'emploi est donc un peu plus favorable aux hommes qu'aux femmes, ce qui à nouveau s'explique par les emplois occupés par les uns et les autres.

#### Guide de lecture :

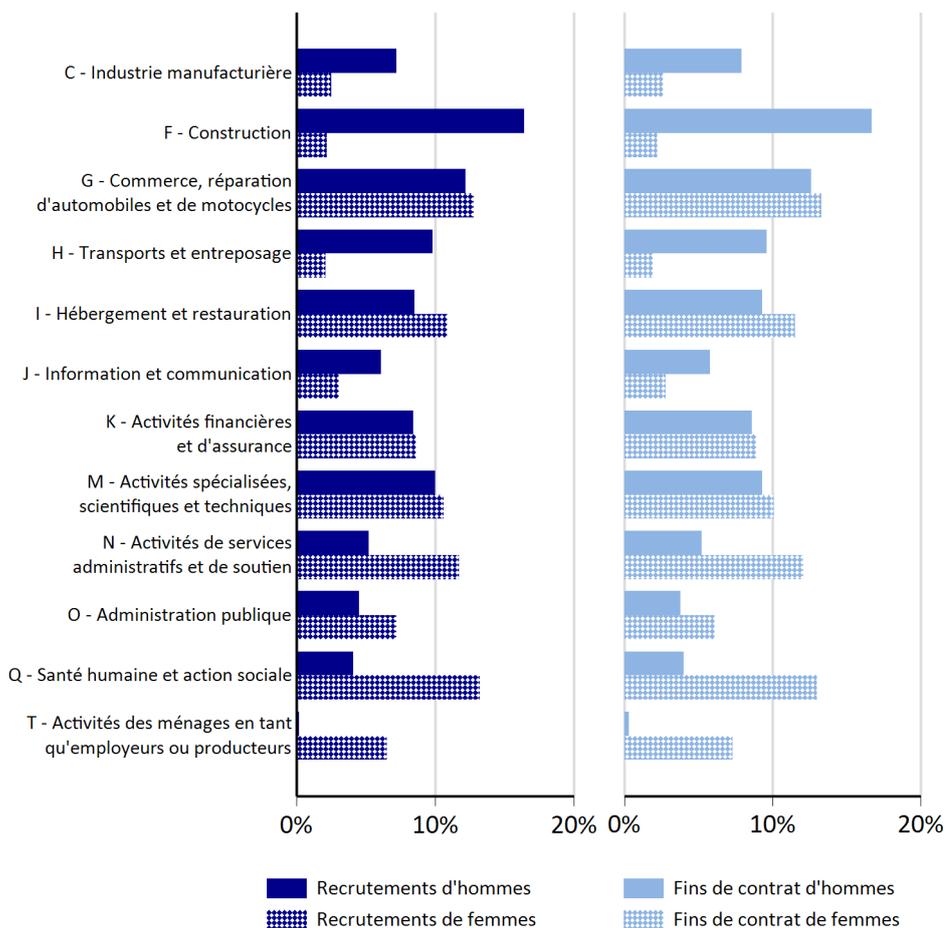
1<sup>er</sup> graphique : Parmi l'ensemble des recrutements effectués entre janvier 2017 et janvier 2018, 54% des concernent des hommes et 46% des femmes.

2<sup>e</sup> graphique : Parmi l'ensemble des fins de contrat effectués entre janvier 2017 et janvier 2018, 53% concernent des hommes et 47% des femmes.

3<sup>e</sup> graphique : Parmi l'ensemble des recrutements effectués entre janvier 2017 et janvier 2018, 66 000 concernent des hommes. C'est le cas de 57 150 fins de contrat.

<sup>4</sup>Les chiffres correspondant aux graphiques sont présentés dans le tableau 4 de l'annexe.

## 4.2. Structure des recrutements et des fins de contrat selon le secteur d'activité et le genre



Les trois secteurs qui recrutent le plus de femmes sont "Santé humaine et action sociale", "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" et "Activités de services administratifs et de soutien", qui représentent 13%, 13% et 12% des recrutements féminins (hors intérimaires).

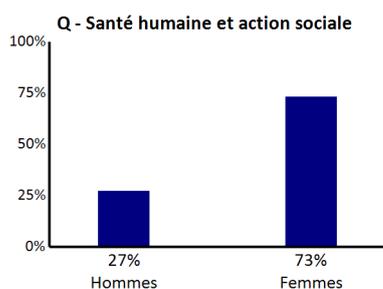
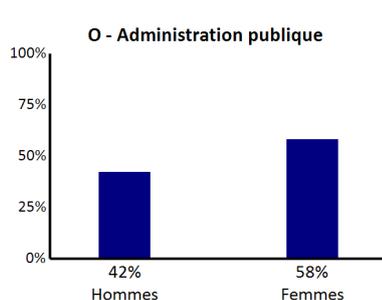
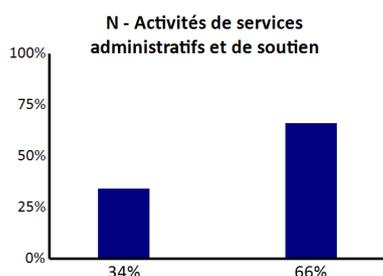
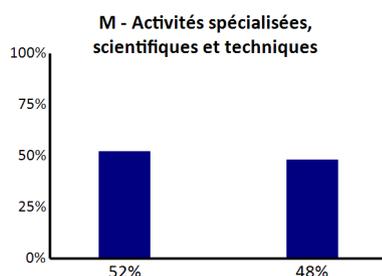
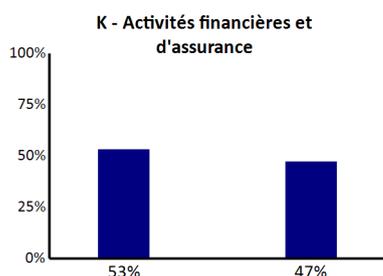
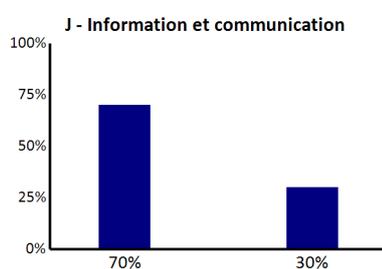
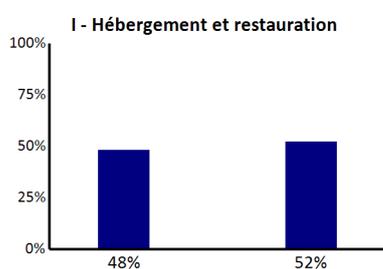
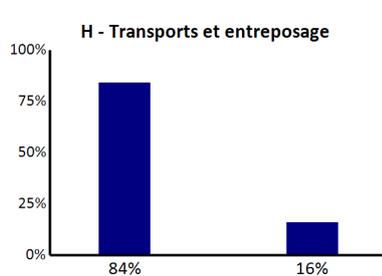
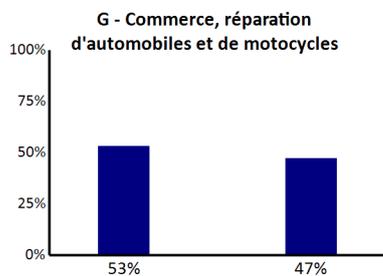
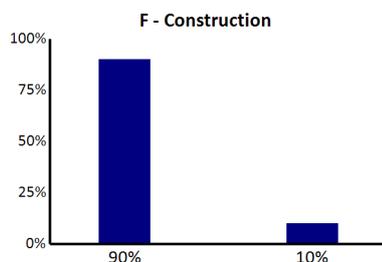
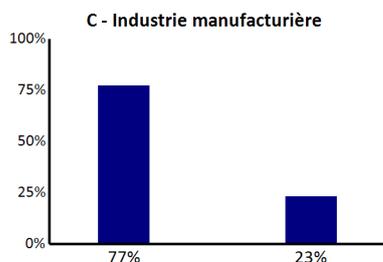
La part que représente certains secteurs dans les recrutements féminins est très différente de la part qu'ils représentent dans les recrutements masculins. Par exemple, le secteur "Santé humaine et action sociale" représente 13% des recrutements féminins contre 4% des recrutements masculins. A l'inverse, le secteur "Information et communication" représente 6% des recrutements masculins contre 3% des recrutements féminins.

Pour d'autres secteurs, la contribution aux recrutements féminins et masculins est identique. C'est le cas de "Activités financières et d'assurance" qui représente environ 9% des recrutements féminins et masculins (ou de "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" qui en représente environ 13%).

Notons, pour les femmes, le nombre important de recrutements (3 670) liés à des emplois de femmes de ménage dans les ménages privés.

**Guide de lecture :** Les recrutements de femmes dans le secteur "Industrie manufacturière" représentent 3% de l'ensemble des recrutements féminins. Les recrutements d'hommes dans le même secteur représentent 7% de l'ensemble des recrutements masculins.

## 4.3. Structure des recrutements dans différents secteurs d'activité selon le genre



Les graphiques ci-contre représentent, pour les secteurs d'activité les plus importants en termes d'emplois, la structure des recrutements qui y sont réalisés. Ces graphiques illustrent le fait que les deux groupes de main-d'œuvre, femmes et hommes, se positionnent de façon très différenciée selon les secteurs d'activité.

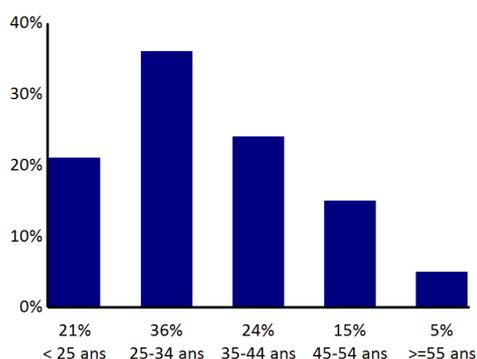
Certains secteurs se caractérisent par une très forte concentration de femmes dans les recrutements. Par exemple "Santé humaine et action sociale", "Activités de services administratifs et de soutien" et "Administration publique" où elles représentent respectivement 73%, 66% et 58% des recrutements.

Dans d'autres secteurs, on observe une forte concentration d'hommes. Ces derniers représentent 90% des recrutements réalisés dans "Construction", 84% dans "Transports et entreposage" et 77% dans "Industrie manufacturière".

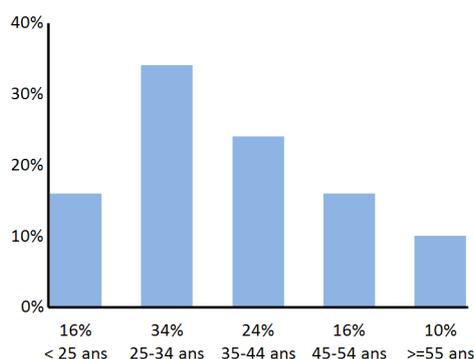
**Guide de lecture :** Parmi les recrutements effectués par le secteur "Industrie manufacturière" entre janvier 2017 et janvier 2018, 77% concernent des hommes et 23% des femmes.

## 5. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon l'âge<sup>5</sup>

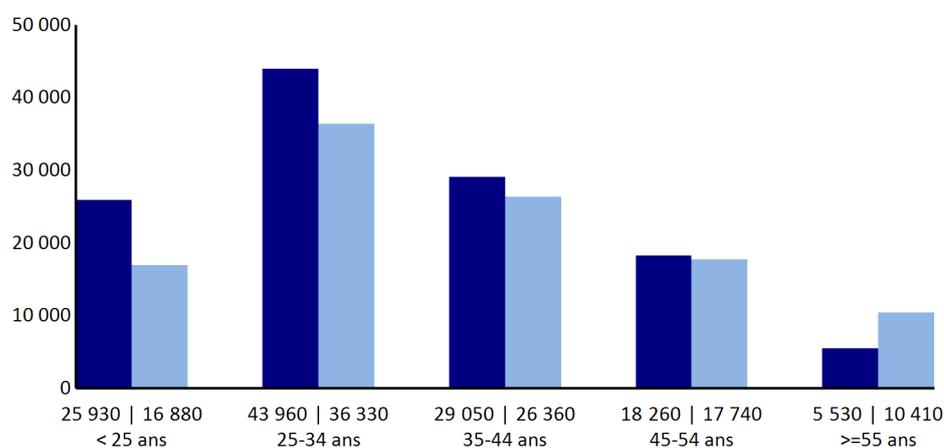
### 5.1. Répartition globale des recrutements et des fins de contrat selon l'âge



Recrutements en %



Fins de contrat en %



Nombre de recrutements et de fins de contrat

#### Guide de lecture :

1<sup>er</sup> graphique : Parmi l'ensemble des recrutements effectués entre janvier 2017 et janvier 2018, 21% concernent des jeunes de moins de 25 ans.

2<sup>e</sup> graphique : Parmi l'ensemble des fins de contrat effectués entre janvier 2017 et janvier 2018, 16% concernent des jeunes de moins de 25 ans.

3<sup>e</sup> graphique : Parmi l'ensemble des recrutements effectués entre janvier 2017 et janvier 2018, 25 930 recrutements concernent des jeunes de moins de 25 ans. C'est le cas de 16 880 fins de contrat.

Parmi les 122 730 recrutements réalisés entre janvier 2017 et janvier 2018, 21% concernent les personnes de moins de 25 ans, 36% les 25-34 ans, 24% les 35-44 ans, 15% les 45-44 ans et 5% les 55 ans et plus.

Parmi les 107 720 fins de contrat, 16% concernent les personnes de moins de 25 ans, 34% les 25-34 ans, 24% les 35-44 ans, 16% les 45-44 ans et 10% les 55 ans et plus.

On observe le plus grand nombre de recrutements (43 960) chez les 25-34 ans.

Les fins de contrat les plus nombreuses (36 330) concernent les personnes de 25-34 ans.

Si l'on compare la part que représente chaque classe d'âge dans les flux de main-d'œuvre avec celle qu'elle représente dans l'emploi salarié, on constate que :

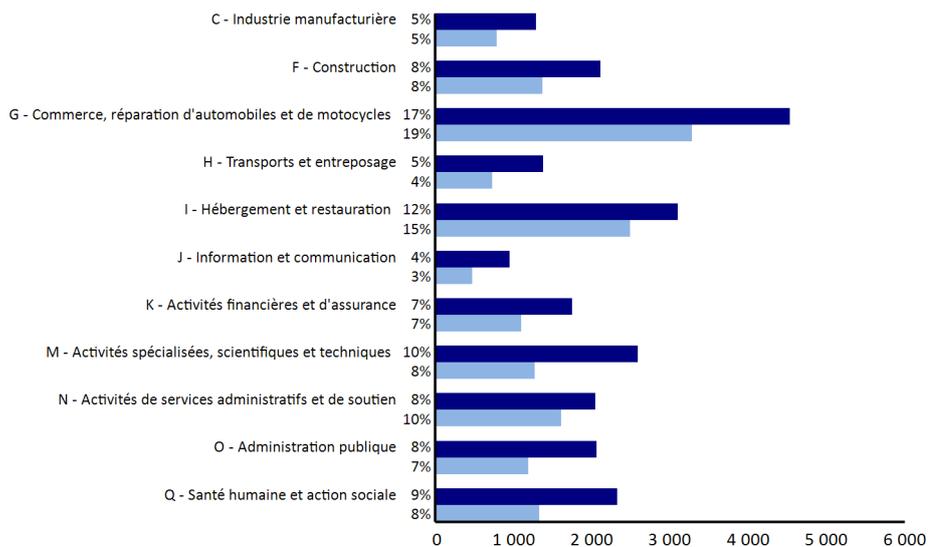
- Les plus jeunes sont surreprésentés dans les flux puisqu'ils représentent 6% dans l'emploi salarié. Cette situation s'explique notamment par la plus forte mobilité des jeunes qui démarrent fréquemment leur carrière par des CDD.
- Les 25-34 ans sont surreprésentés dans les flux (27% dans l'emploi salarié)
- Les 35-44 ans sont sous-représentés dans les flux (29% dans l'emploi salarié)
- Les 45-54 ans sont sous-représentés dans les flux (27% dans l'emploi salarié)
- Les 55 ans et plus sont sous-représentés dans les recrutements et la part qu'ils représentent dans les fins de contrat est la même que dans l'emploi salarié (ils représentent 10% dans l'emploi salarié).

Si l'on calcule la création nette d'emplois (solde entre le nombre de recrutements et de fins de contrat) en fonction de l'âge, on observe qu'elle diminue à mesure que l'âge augmente. Elle s'élève à 9 050 pour les plus jeunes, diminue respectivement à 7 630 et 2 690 pour les classes 25-34 ans et 35-44 ans. Pour les 45-54 ans, elle est nulle et devient négative pour les 55 ans et plus, du fait des départs à la retraite.

<sup>5</sup>Les chiffres correspondant aux graphiques sont présentés dans le tableau 5 de l'annexe.

## 5.2. Structure des recrutements et des fins de contrat selon le secteur d'activité et l'âge

### < 25 ans

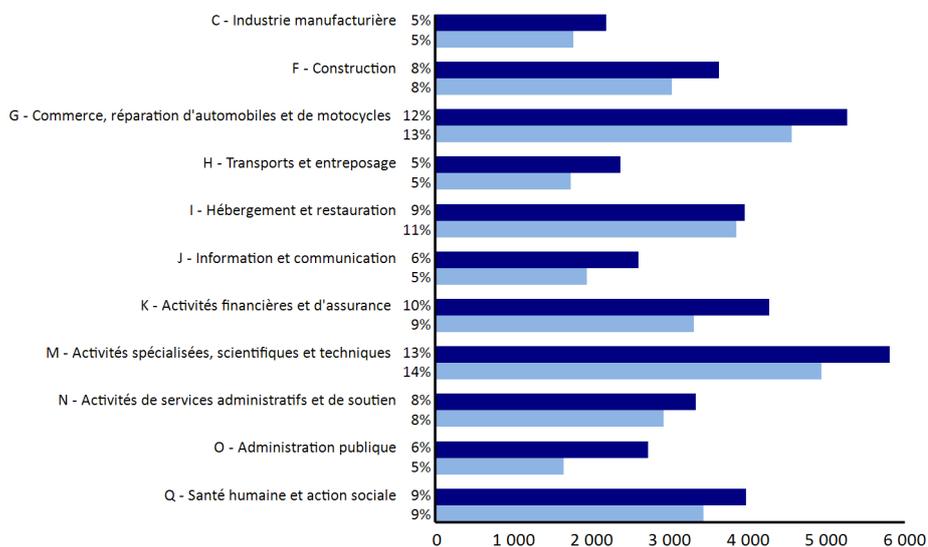


Les trois secteurs qui recrutent le plus de personnes de moins de 25 ans sont "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (qui représente 17% des recrutements des moins de 25 ans), "Hébergement et restauration" (12%) et "Activités spécialisées, scientifiques et techniques" (10%).

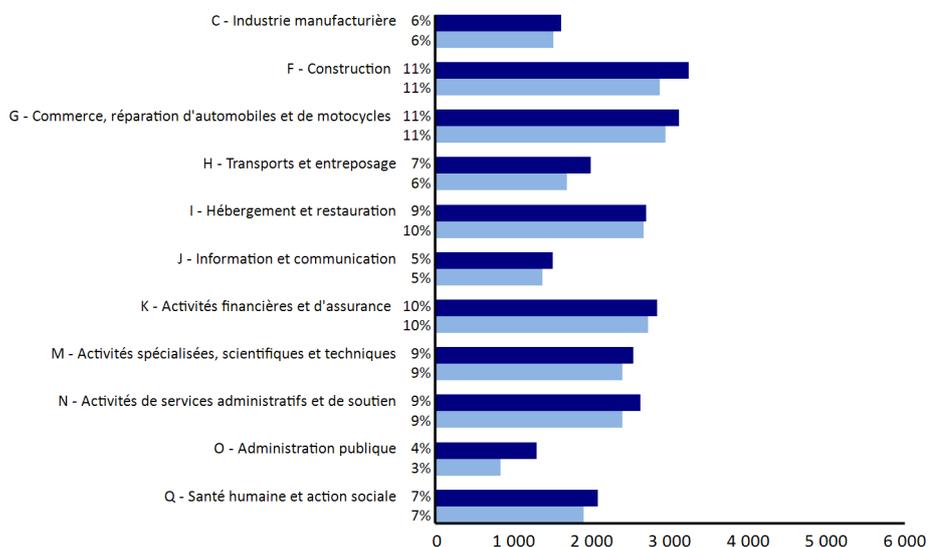
Les trois secteurs qui recrutent le plus de 25-34 ans sont "Activités spécialisées, scientifiques et techniques" (13%), "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (12%) et "Activités financières et d'assurance" (10%).

Les trois secteurs qui recrutent le plus de 35-44 ans sont "Construction" (11%), "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (11%) et "Activités financières et d'assurance" (10%).

### 25-34 ans

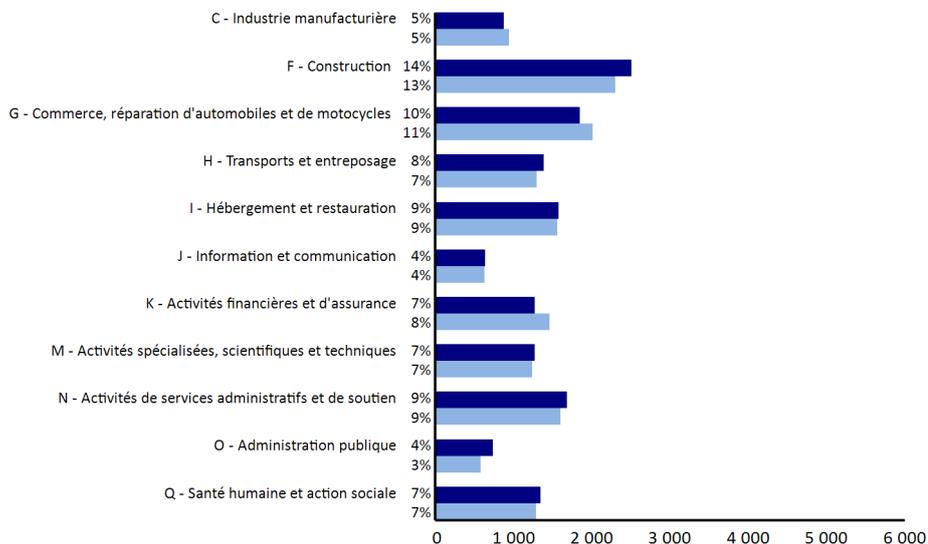


### 35-44 ans



■ Nombre de recrutements  
■ Nombre de fins de contrat

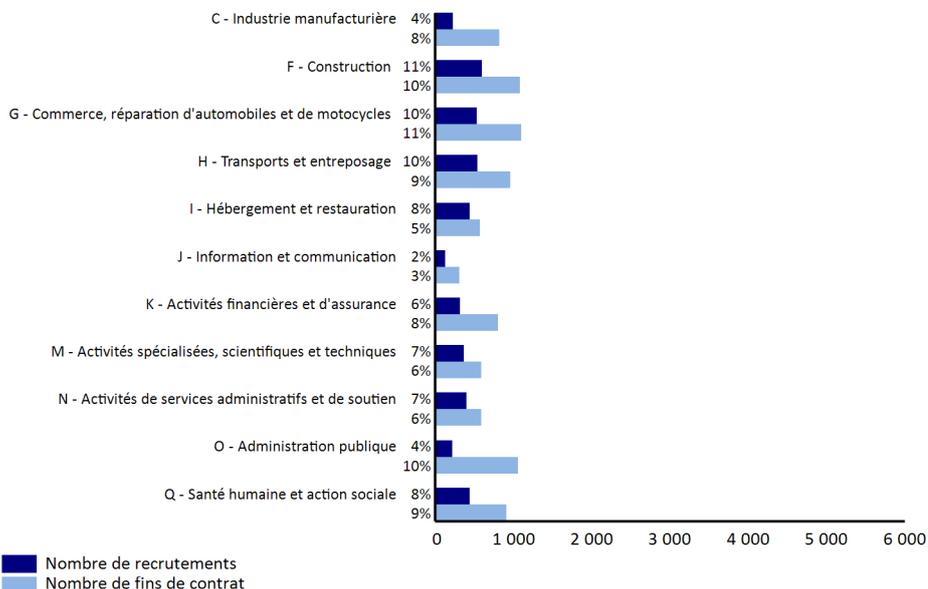
## 45-54 ans



Les trois secteurs qui recrutent le plus de 45-54 ans sont "Construction" (14%), "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (10%) et "Activités de services administratifs et de soutien" (9%).

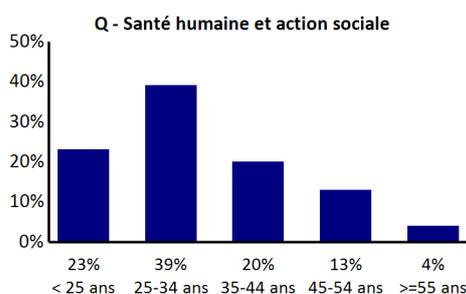
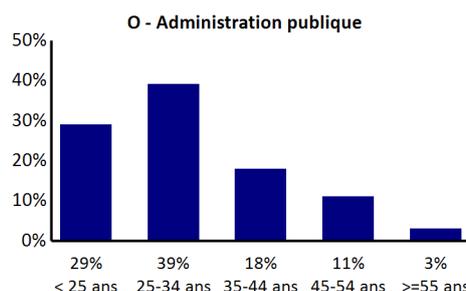
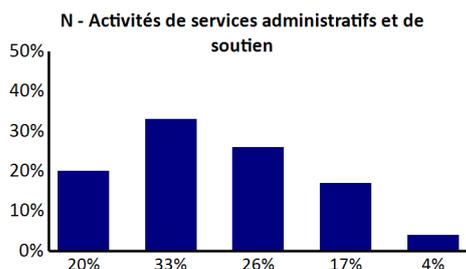
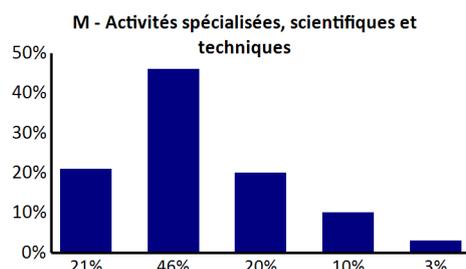
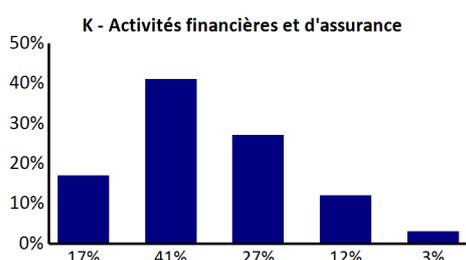
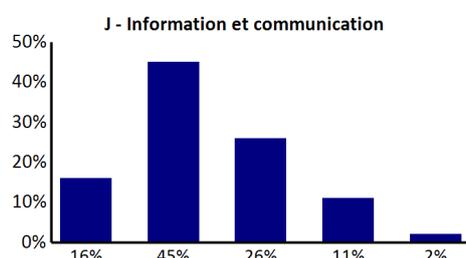
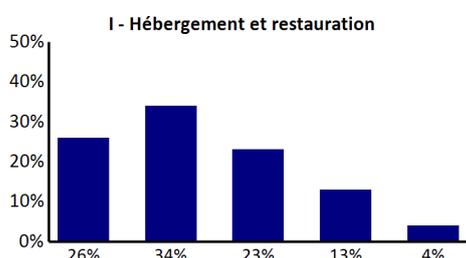
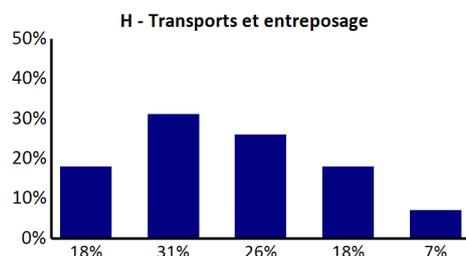
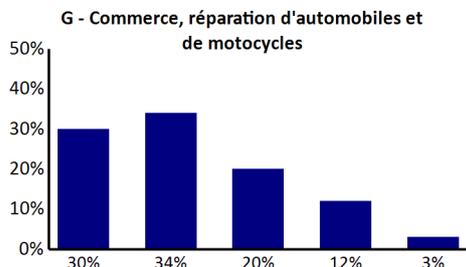
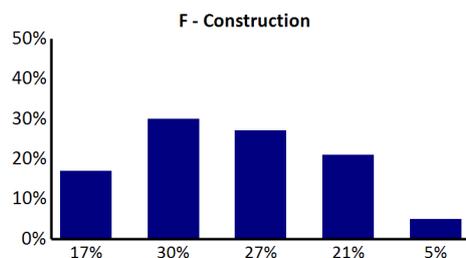
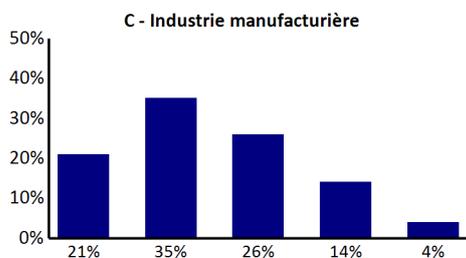
Les trois secteurs qui recrutent le plus de 55 ans et plus sont "Construction" (11%), "Transports et entreposage" (10%) et "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (10%).

## >=55 ans



**Guide de lecture :** Parmi l'ensemble des recrutements concernant des moins de 25 ans, 1 290 sont effectués dans "Industrie manufacturière", ils représentent 5% de l'ensemble des recrutements concernant les moins de 25 ans (qui s'élèvent à 25 930). Parmi l'ensemble des fins de contrat concernant des moins de 25 ans, 790 sont effectués dans "Industrie manufacturière", ils représentent 5% de l'ensemble des fins de contrat concernant les moins de 25 ans (qui s'élèvent à 16 880).

## 5.3. Structure des recrutements dans différents secteurs d'activité selon l'âge



Les graphiques ci-contre représentent, pour les secteurs d'activité les plus importants en termes d'emplois, la structure des recrutements qui y sont réalisés.

Dans tous les secteurs, l'ordre dans lequel s'organise les différentes classes d'âge est le même : ce sont toujours les 25-34 ans qui représente la part des recrutements la plus élevée et les 55 ans et plus la plus faible.

Concernant les moins de 25 ans, la part qu'ils représentent dans les recrutements du secteur varie de 16% ("Information et communication") à 30% ("Commerce, réparation d'automobiles et de motos").

Pour les 25-34 ans, ce sont les secteurs "Construction" (30%) et "Activités spécialisées, scientifiques et techniques" (46%) qui ouvre et ferme la marche.

Le secteur "Construction" est celui qui recrute proportionnellement le plus de 35-44 ans (27%) et "Administration publique" le moins (18%).

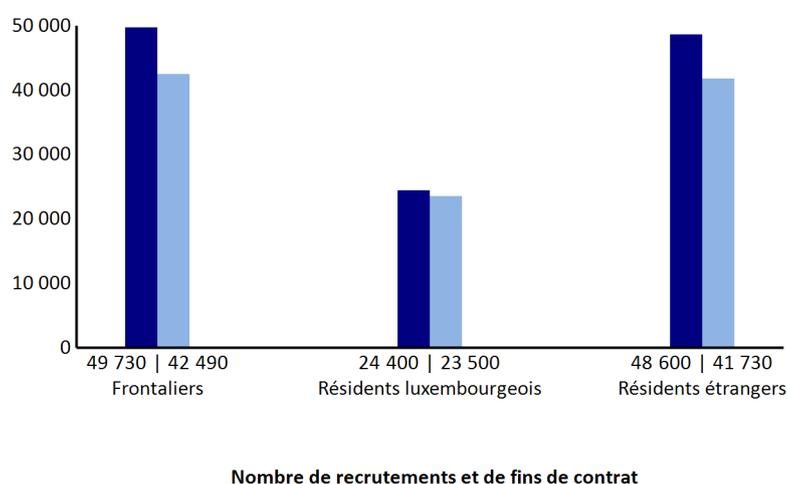
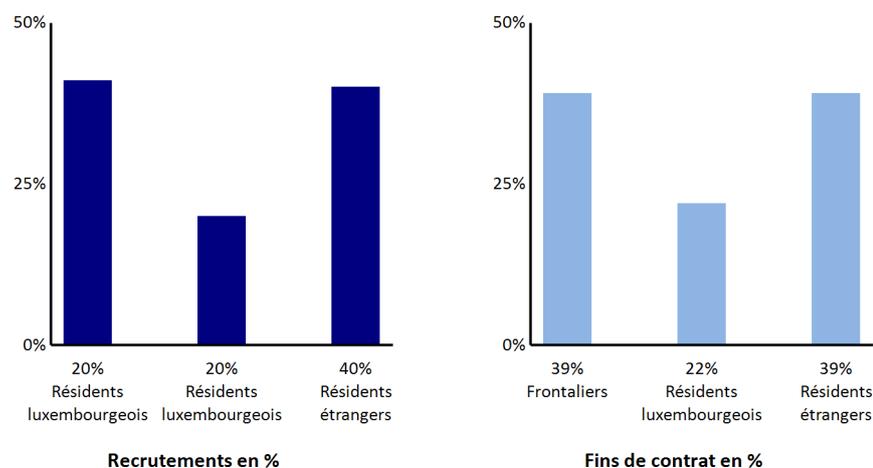
Quant aux 45-54 ans, le secteur qui les recrute le plus est "Construction" avec 27% et celui qui les recrute le moins est "Activités spécialisées, scientifiques et techniques" avec 10%.

Pour les 55 ans et plus, ce sont les secteurs "Information et communication" (2%) et "Transports et entreposage" (7%) qui recrutent respectivement le moins et le plus.

**Guide de lecture :** 21% des recrutements réalisés dans "Industrie manufacturière" concernent des moins de 25ans, 35% des 25-34 ans.

## 6. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon la nationalité et la résidence<sup>6</sup>

### 6.1. Répartition globale des recrutements et des fins de contrat selon la nationalité et la résidence



#### Guide de lecture :

1<sup>er</sup> graphique : Parmi l'ensemble des recrutements effectués entre janvier 2017 et janvier 2018, 41% concernent des frontaliers.

2<sup>e</sup> graphique : Parmi l'ensemble des fins de contrat effectuées entre janvier 2017 et janvier 2018, 39% concernent des frontaliers.

3<sup>e</sup> graphique : Parmi l'ensemble des recrutements effectués entre janvier 2017 et janvier 2018, 49 730 recrutements concernent des frontaliers. C'est le cas de 42 490 fins de contrat.

<sup>6</sup>Les chiffres correspondant aux graphiques sont présentés dans le tableau 6 de l'annexe.

<sup>7</sup>Si nous comparons les stocks (et non les flux) d'emplois salariés à deux dates différentes, en l'occurrence janvier 2017 et janvier 2018, nous mettons en évidence une augmentation du nombre de salariés résidents de nationalité luxembourgeoise de 2 610 unités. Comme nous venons de le montrer, cette augmentation ne s'explique pas par un solde positif entre recrutements et fins de contrat, mais par le phénomène des naturalisations qui touchent un grand nombre d'actifs en emploi. En effet, parmi les résidents travaillant au Luxembourg en janvier 2017 et en janvier 2018, 1 780 résidents qui étaient de nationalité étrangère en janvier 2017 avaient acquis la nationalité luxembourgeoise en janvier 2018.

<sup>8</sup>Ces chiffres tiennent compte d'une estimation du nombre de départs vers le régime de pension statutaire (fonctionnaires et employés de l'Etat).

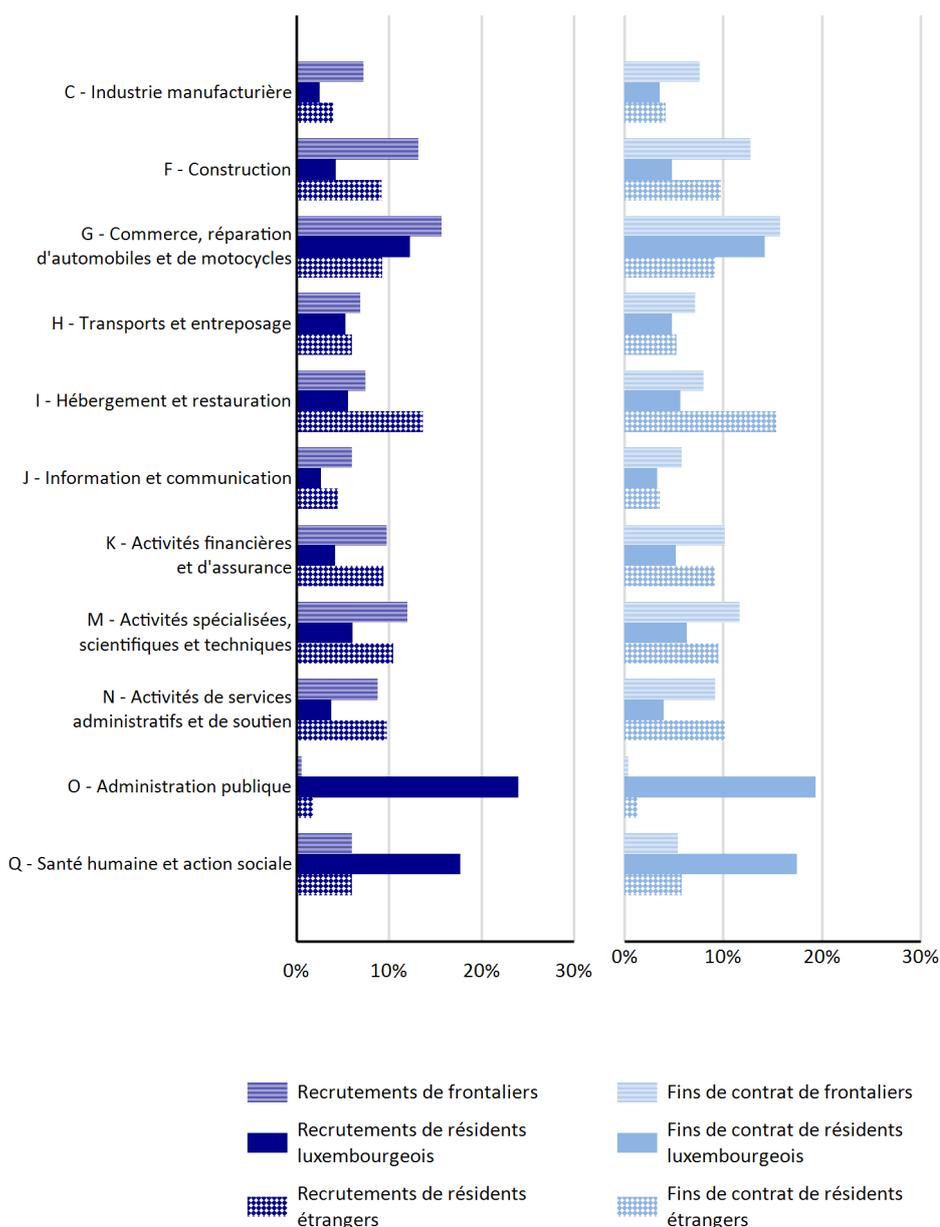
Parmi les 122 730 recrutements (hors intérimaires) réalisés entre janvier 2017 et janvier 2018, 41% ont concerné des frontaliers, 20% des résidents luxembourgeois et 40% des résidents de nationalité étrangère. Parmi les 107 720 fins de contrat observées au cours de la même période, 39% ont concerné des frontaliers, 22% des résidents luxembourgeois et 39% des résidents de nationalité étrangère.

En calculant la différence entre recrutements et fins de contrat (création nette d'emplois), on observe que la situation est différente pour les résidents de nationalité luxembourgeoise par rapport aux résidents étrangers et aux frontaliers.

En effet, alors que pour les deux derniers groupes, la création nette d'emplois s'élève respectivement à 6 870 et 7 240, elle est proche de 0 pour les résidents luxembourgeois.

Cette situation s'explique en partie par des départs à la retraite beaucoup plus nombreux chez les résidents de nationalité luxembourgeoise, ce qui tient notamment au fait que les frontaliers et les résidents étrangers sont en moyenne plus jeunes que les résidents luxembourgeois<sup>7</sup>. En effet, les résidents luxembourgeois enregistrent quelque 900 départs à la retraite supplémentaires par rapport aux frontaliers et 1 400 par rapport aux résidents de nationalité étrangère<sup>8</sup>.

## 6.2. Structure des recrutements et des fins de contrat selon la nationalité et la résidence et selon le secteur d'activité



Les trois secteurs qui recrutent le plus de résidents luxembourgeois sont "Administration publique" (qui représente 24% des recrutements de résidents luxembourgeois), "Santé humaine et action sociale" (18%) et "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (12%).

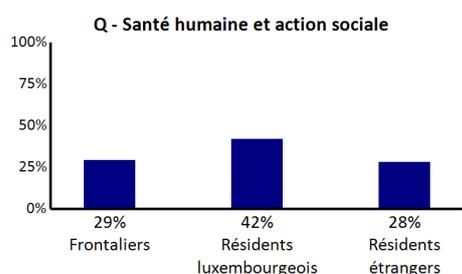
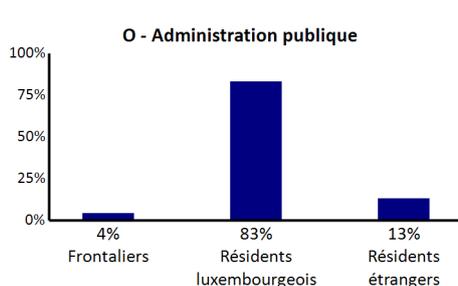
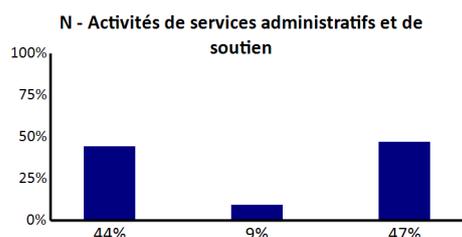
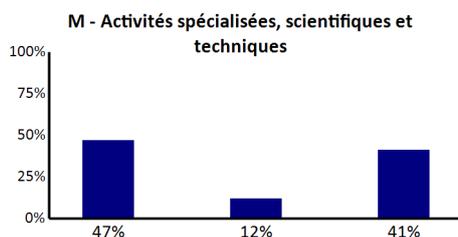
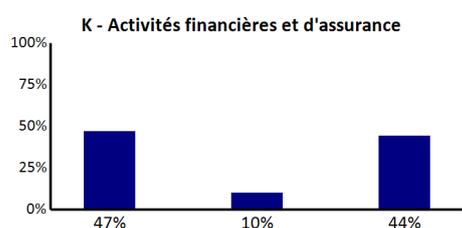
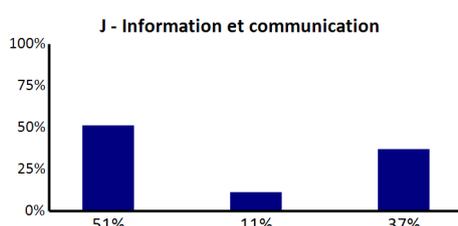
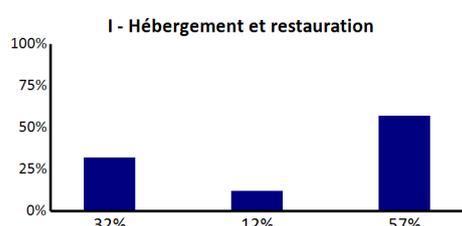
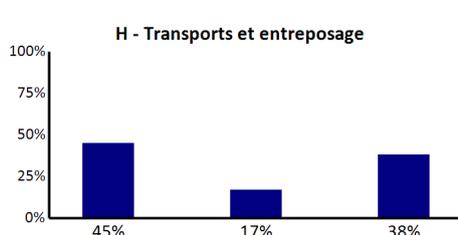
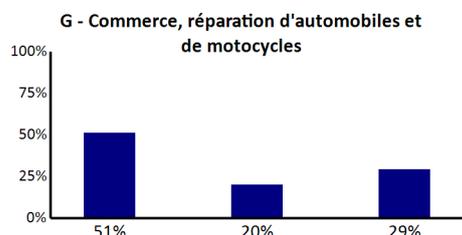
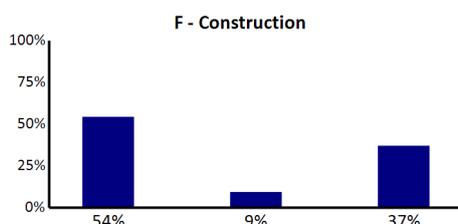
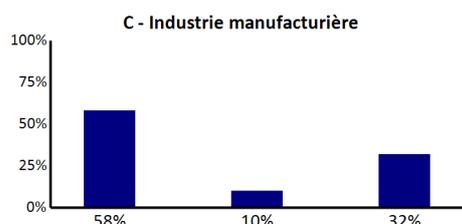
Les trois secteurs qui recrutent le plus de frontaliers sont "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (16%), "Construction" (13%) et "Activités spécialisées, scientifiques et techniques" (12%).

Les trois secteurs qui recrutent le plus de résidents étrangers sont "Hébergement et restauration" (14%), "Activités spécialisées, scientifiques et techniques" (11%) et "Activités de services administratifs et de soutien" (10%).

Globalement, la part que représente chaque secteur dans l'ensemble des fins de contrat concernant les frontaliers, les résidents luxembourgeois et étrangers est très proche de celle qu'il représente dans les recrutements.

**Guide de lecture :** Les recrutements de résidents luxembourgeois dans le secteur "Industrie manufacturière" représentent 3% de l'ensemble des recrutements de résidents luxembourgeois. Les recrutements de résidents étrangers dans ce secteur représentent 4% de l'ensemble des recrutements de résidents étrangers. Pour les frontaliers, ce chiffre s'établit à 7%.

## 6.3. Structure des recrutements dans différents secteurs d'activité selon la nationalité et la résidence



Les graphiques ci-contre représentent, pour les secteurs d'activité les plus importants en termes d'emplois, la structure des recrutements qui y sont réalisés. Ces graphiques illustrent le fait que les trois groupes de main-d'œuvre, frontaliers, résidents luxembourgeois et résidents étrangers, se positionnent de façon très différenciée selon les secteurs d'activité.

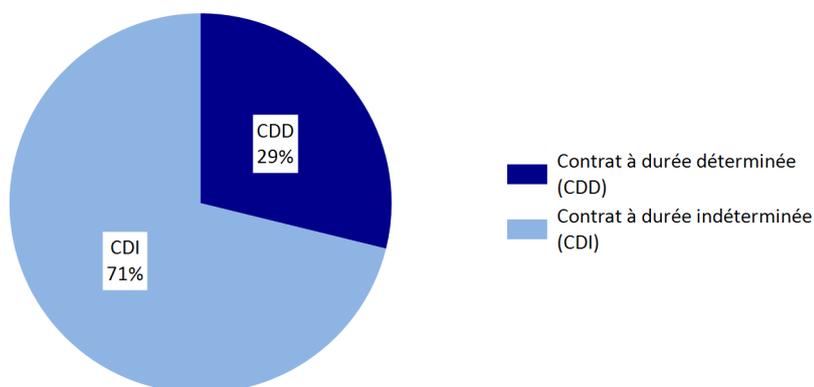
Certains secteurs se caractérisent par une très forte concentration de frontaliers dans les recrutements, par exemple "Industrie manufacturière", "Construction" et "Information et communication".

Dans d'autres secteurs, on observe soit une forte concentration de résidents étrangers (ces derniers représentent par exemple 57% des recrutements réalisés dans "Hébergement et restauration"), soit une forte concentration de résidents luxembourgeois (comme dans "Administration publique" ou "Santé humaine et action sociale" où ils représentent respectivement 83% et 42% des recrutements).

**Guide de lecture :** Parmi les recrutements effectués par le secteur "Industrie manufacturière" entre janvier 2017 et janvier 2018, 58% concernent des frontaliers, 10% des résidents luxembourgeois et 32% des résidents étrangers.

## 7. Les recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le type de contrat<sup>9</sup>

### 7.1. Répartition globale des recrutements selon le type de contrat

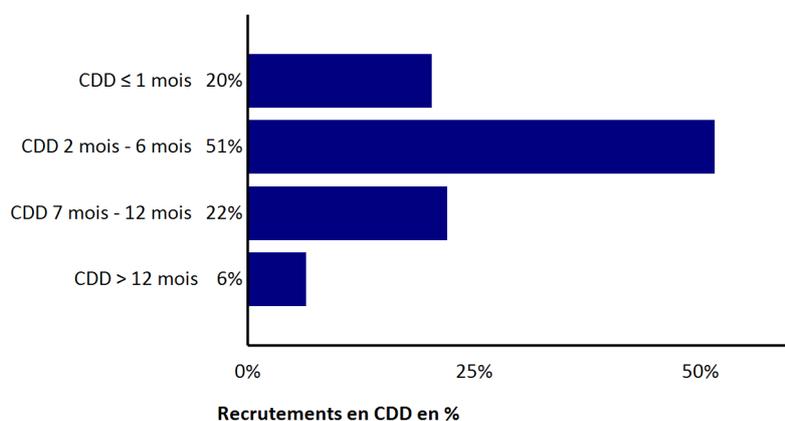


**Guide de lecture :** Ce graphique indique la répartition des recrutements entre CDI et CDD. Parmi les 122 730 recrutements (hors intérimaires) réalisés entre janvier 2017 et janvier 2018, 29% sont des contrats à durée déterminée et 71% des contrats à durée indéterminée.

La part de contrat à durée déterminée (CDD) dans les recrutements, qui s'élève à 29%, est beaucoup plus importante que celle qui est observée dans le stock d'emplois. En effet, parmi l'ensemble des salariés actifs non intérimaires au Luxembourg au 31 janvier 2018, seuls 5% ont un CDD tandis que 95% bénéficient d'un CDI.

Cette différence entre la part de CDD dans les recrutements et dans l'emploi salarié (hors intérimaires) est tout à fait normale puisque, les CDD, ayant une durée de vie plus courte, sont proportionnellement moins nombreux dans le stock.

### 7.2. Répartition des recrutements en CDD selon la durée du contrat

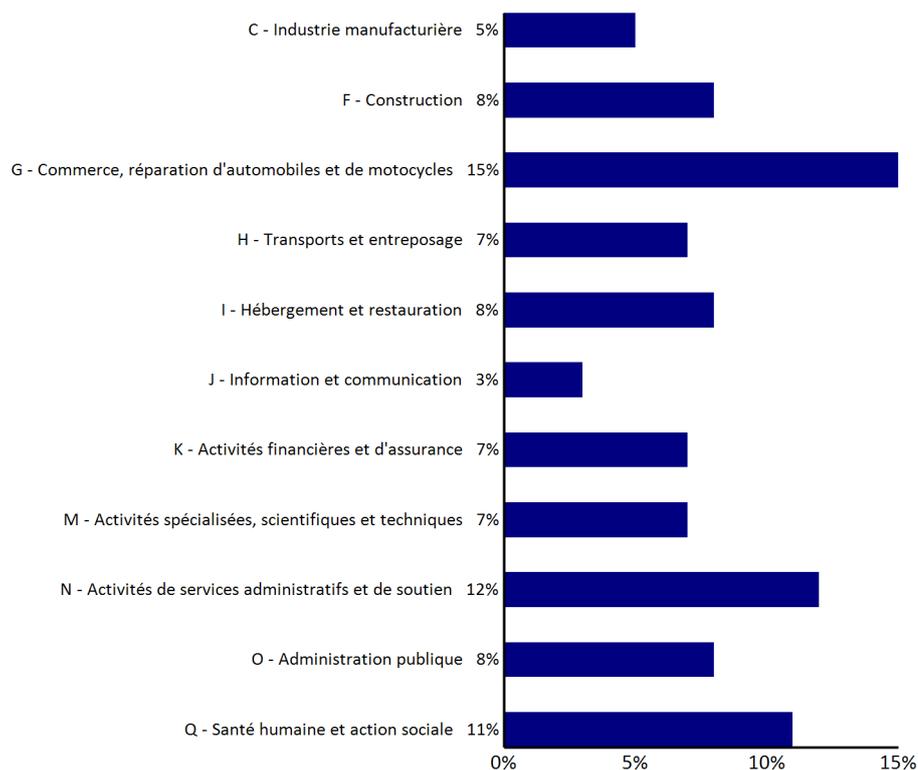


**Guide de lecture :** Ce graphique décompose les 29% de CDD selon la durée des contrats : 20% ont une durée inférieure ou égale à un mois ; 51% sont prévus pour une durée comprise entre 2 mois et 6 mois ; 22% s'échelonnent entre 7 et 12 mois et 6% ont une durée supérieure à 12 mois.

Parmi les recrutements en CDD, près des 3/4 correspondent à des contrats courts inférieurs ou égaux à 6 mois. Seuls 6% des CDD ont une durée supérieure à 12 mois.

<sup>9</sup>Les chiffres correspondant aux graphiques sont présentés dans le tableau 7 de l'annexe.

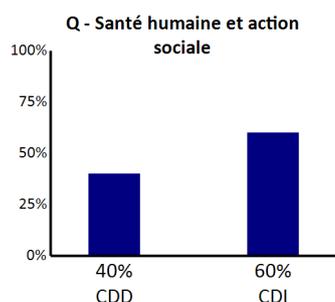
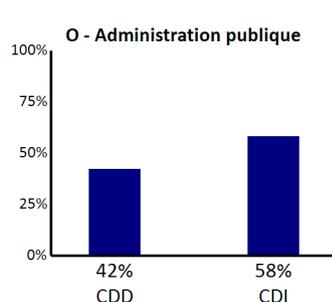
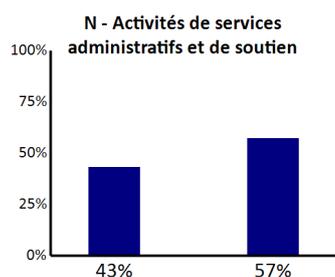
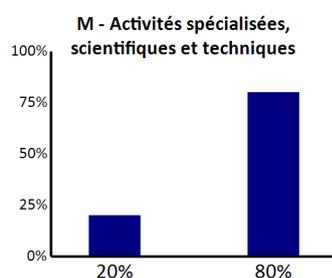
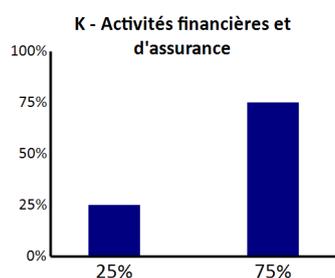
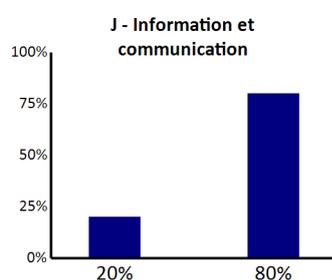
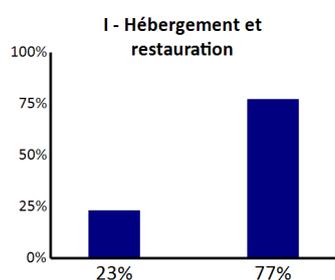
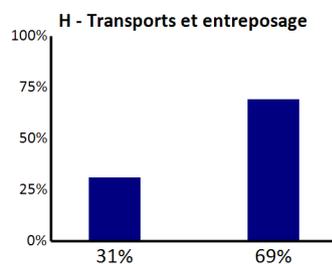
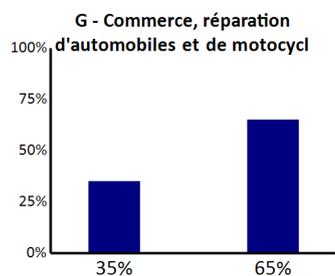
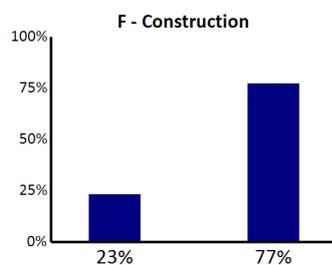
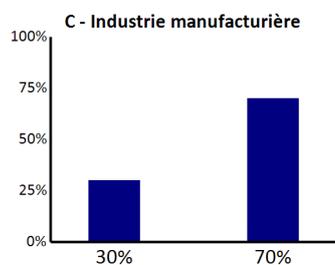
### 7.3. Structure des recrutements en CDD selon le secteur d'activité



38% des recrutements en CDD sont concentrés dans trois secteurs d'activité, qui représentent ensemble 28% du total des recrutements. Il s'agit de "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (qui recrute 15% des CDD), de "Activités de services administratifs et de soutien" (12%) et de "Santé humaine et action sociale" (11%).

**Guide de lecture :** Le secteur "Industrie manufacturière" représente 5% des recrutements en CDD.

## 7.4. Structure des recrutements dans différents secteurs d'activité selon le type de contrat



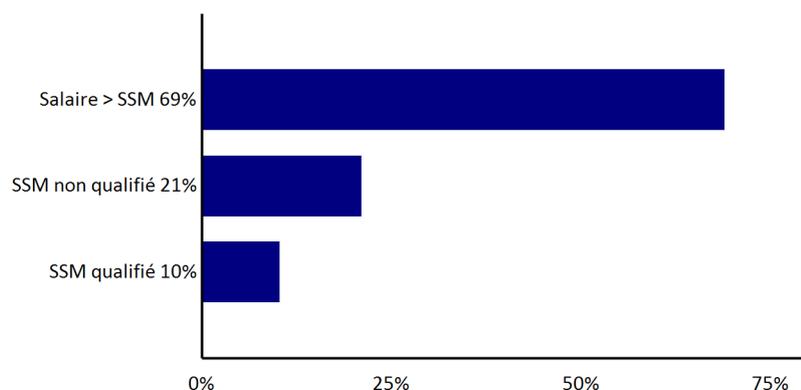
Dans certains secteurs, la part de CDD dans les recrutements est supérieure à la moyenne, qui s'établit, comme l'indique le graphique 7.1, à 29%. Il s'agit des secteurs "Activités de services administratifs et de soutien", qui incluent les entreprises de nettoyage (43% des recrutements dans ce secteur sont des CDD), de "Administration publique" (42%), de "Santé humaine et action sociale" (40%) et de "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (35%). Pour l'administration publique, les CDD concernent essentiellement des salariés qui exercent des fonctions d'enseignement (voir tableau 7 en annexe).

A contrario, d'autres secteurs affichent une part de recrutements en CDD inférieure à la moyenne : "Hébergement et restauration" (23%), "Construction" (23%), "Information et communication" (20%) et "Activités spécialisées, scientifiques et techniques" (20%). Pour l'HORECA, il est possible que le manque de main-d'œuvre contraigne les employeurs à proposer des CDI, de manière à accroître l'attractivité du secteur.

**Guide de lecture :** Parmi les recrutements effectués par le secteur "Industrie manufacturière" entre janvier 2017 et janvier 2018, 70% concernent des CDI et 30% des CDD.

## 8. Les recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire rémunérés au voisinage du salaire social minimum<sup>10</sup>

### 8.1. Répartition globale des recrutements selon la rémunération



**Guide de lecture :** Parmi l'ensemble des recrutements effectués entre janvier 2017 et janvier 2018, 31% (= 21% + 10%) sont rémunérés au voisinage du salaire social minimum (SSM).

Le fait de parler de rémunération au voisinage du SSM et non de rémunération au SSM est volontaire et reflète les difficultés à identifier de façon précise les salariés percevant le salaire social minimum.

Selon la méthodologie utilisée par l'IGSS, un salarié est rémunéré au voisinage du SSM au 31 mars d'une année donnée,

- si son salaire horaire est inférieur ou égal à 102% du SSM horaire pour travailleurs *non qualifiés*
- si son salaire horaire est compris entre 100% et 102% du SSM horaire pour travailleurs *qualifiés*.

Le fait d'étendre l'intervalle à 102% du SSM horaire s'explique ainsi : certains salariés qui ont un contrat de travail prévoyant une rémunération au SSM peuvent bénéficier de compléments de rémunération qui ne sont pas déclarés séparément du salaire de base dans les fichiers du centre commun de la sécurité sociale. En conséquence, ces salariés seraient considérés à tort comme ayant un salaire supérieur au SSM si on se contentait de dénombrer les salariés présentant un salaire de base égal au SSM.

La part de recrutements rémunérés au voisinage du salaire social minimum, qui s'élève à 31%, est beaucoup plus importante que celle qui est observée dans le stock d'emplois. En effet, parmi l'ensemble des salariés actifs non intérimaires au Luxembourg au 31 mars 2017, seuls 14% sont rémunérés au voisinage du SSM.

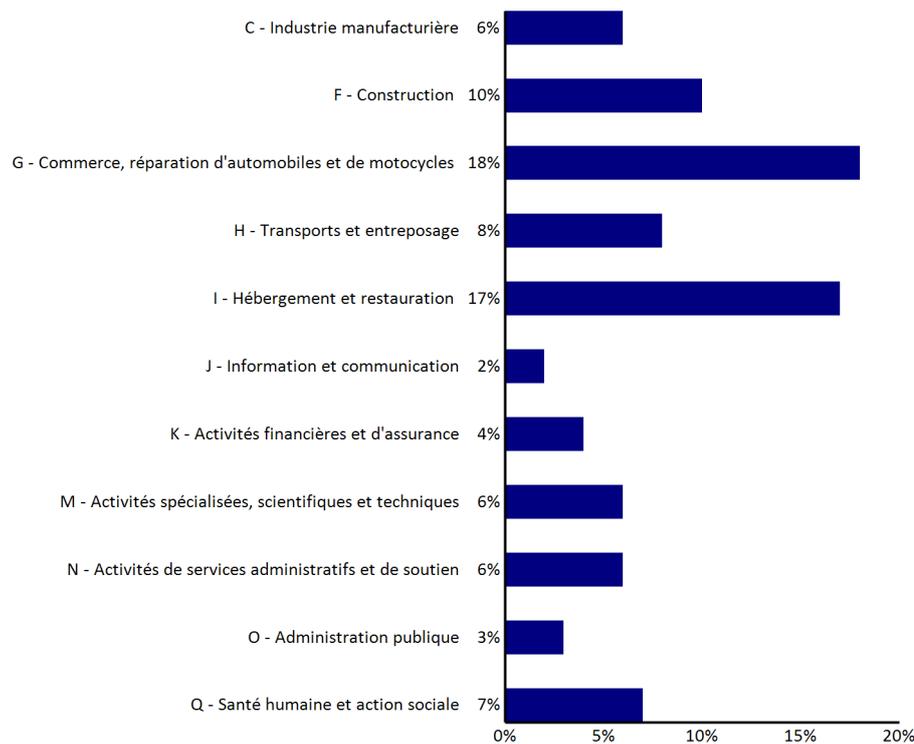
Cette différence entre la part d'emplois rémunérés au SSM dans les recrutements et dans l'emploi salarié (hors intérimaires) s'explique par deux éléments :

- Il y a un turn over plus important sur les emplois rémunérés au SSM puisqu'ils correspondent à des emplois peu qualifiés.
- Le salaire des personnes recrutées au SSM et se maintenant en emploi peut évoluer au fur et à mesure de la carrière et dépasser le SSM.

Dans 67% des recrutements rémunérés au voisinage du SSM, il s'agit du SSM non qualifié, correspondant en janvier 2018 à 1 999 € par mois pour un temps plein. Le SSM qualifié concerne 33% des recrutements rémunérés au salaire social minimum et s'élève en janvier 2018 à 2 398 € par mois.

<sup>10</sup>Les chiffres correspondant aux graphiques sont présentés dans le tableau 8 de l'annexe.

## 8.2. Structure des recrutements rémunérés au voisinage du SSM selon le secteur d'activité

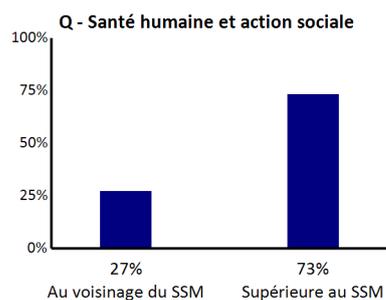
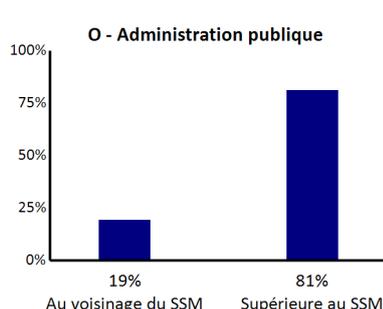
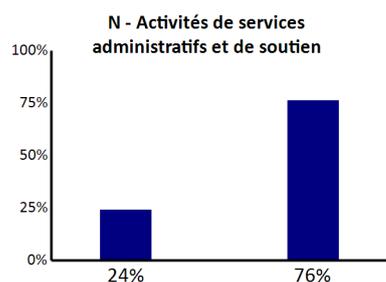
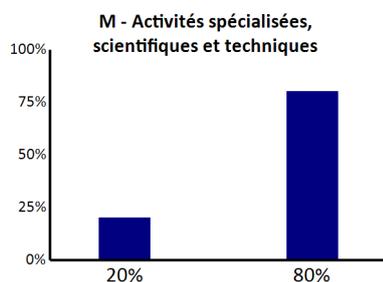
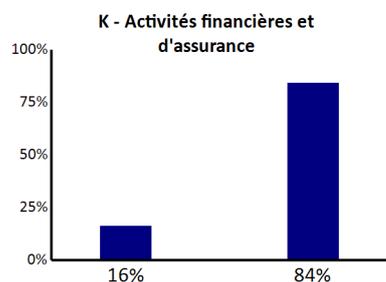
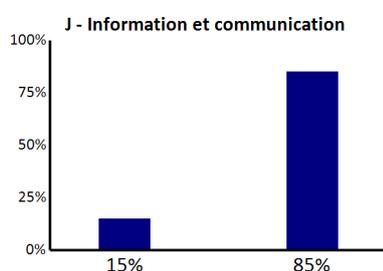
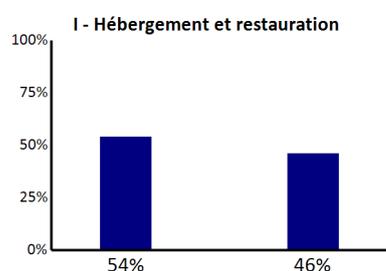
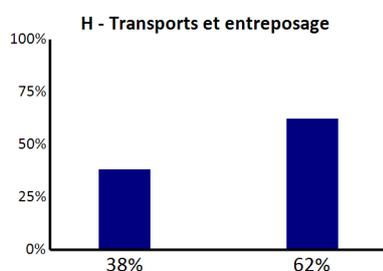
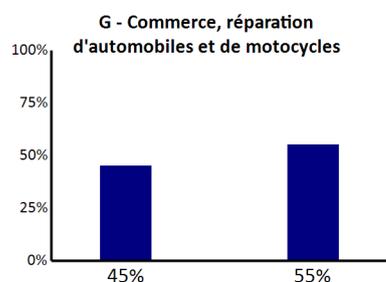
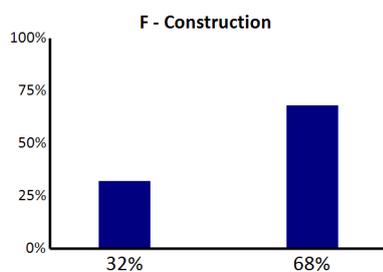
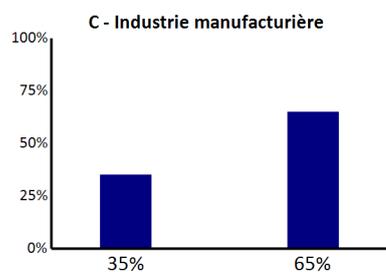


35% des recrutements rémunérés au voisinage du SSM sont concentrés dans deux secteurs d'activité, qui représentent ensemble 22% du total des recrutements. Il s'agit de "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" et de "Hébergement et restauration" (qui représentent 18% et 17% des recrutements au voisinage du SSM).

Les secteurs "Construction" et "Transports et entreposage" représentent à eux deux 18% des recrutements au SSM.

**Guide de lecture :** Le secteur "Industrie manufacturière" représente 6% des recrutements rémunérés au voisinage du salaire social minimum.

## 8.3. Structure des recrutements dans différents secteurs d'activité selon la rémunération



Dans certains secteurs, la part de recrutements au voisinage du SSM est supérieure à la moyenne, qui s'établit à 31%. Il s'agit de "Hébergement et restauration" (54% des recrutements dans ce secteur sont rémunérés au voisinage du SSM), de "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (45%) et de "Transports et entreposage" (38%) (voir tableau 8 en annexe).

A contrario, d'autres secteurs affichent une part de recrutements au voisinage du SSM inférieure à la moyenne, notamment "Activités financières et d'assurance" (16%) ainsi que "Activités spécialisées, scientifiques et techniques" (20%).

**Guide de lecture :** Parmi les recrutements effectués par le secteur "Industrie manufacturière" entre janvier 2017 et janvier 2018, 35% sont rémunérés au voisinage du salaire social minimum.

# Note méthodologique

## Définitions et méthodes

Les recrutements et les fins de contrat sont identifiés à partir des affiliations des individus auprès du système de sécurité sociale luxembourgeois.

- Une personne absente des fichiers de la sécurité sociale à la fin du mois t et présente dans les fichiers à la fin du mois t+1 est comptabilisée comme un recrutement.
- Une personne présente dans les fichiers de la sécurité sociale à la fin du mois t et absente des fichiers à la fin du mois t+1 est comptabilisée comme une fin de contrat.
- Une personne présente dans les fichiers à la fin des deux mois mais ayant changé d'employeur entre ces deux mois est comptabilisée comme une fin de contrat (auprès de l'ancien employeur) et comme un recrutement (auprès du nouvel employeur).

Les changements d'emploi au sein d'un même employeur ne sont comptabilisés ni dans les recrutements, ni dans les fins de contrat.

La succession de contrats pour une même personne dans la même entreprise n'est pas comptabilisée. Ceci concerne également le travail intérimaire : une succession de plusieurs missions dans une même entreprise est considérée comme un seul contrat de travail et non pas comme une suite de plusieurs recrutements et plusieurs fins de contrat.

Une seule occupation par personne est prise en considération. En cas d'occupations multiples, l'occupation retenue est celle qui correspond au plus grand nombre d'heures de travail.

Parmi l'ensemble des recrutements, une très faible partie (environ 2%) ne correspond pas à de véritables recrutements mais à une reprise du travail à la suite d'un congé parental à temps plein. De la même manière, environ 2% des fins de contrat correspondent à des départs en congé parental à plein temps. Pour des raisons de cohérence entre les données de stock et de flux, il n'est pas possible d'exclure ces « faux » recrutements et ces « fausses » fins de contrat des chiffres présentés ici.

## Données

Les chiffres présentés dans ce tableau de bord sont issus du Centre Commun de la Sécurité Sociale. Les traitements sont réalisés par l'Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS). Les données consolidées sont disponibles avec trois mois de retard.

## Protection des données à caractère personnel

Pour des raisons de protection des données à caractère personnel, les effectifs réels sont arrondis à la dizaine inférieure ou supérieure. Ainsi, un effectif réel de 0, 10 ou tout multiple de 10 garde sa valeur réelle ; un effectif réel compris entre 1 et 9 est arrondi soit à 0 soit à 10 ; un effectif réel entre 11 et 19 est arrondi soit à 10 soit à 20, etc. En conséquence, la valeur 0 signifie une valeur réelle comprise entre 0 et 9, 10 une valeur réelle comprise entre 1 et 19, etc.

Le logiciel spécialisé TAU-ARGUS (<http://neon.vb.cbs.nl/casc/..%5Ccasc%5Ctau.htm>) est utilisé pour arrondir les effectifs de façon à respecter l'additivité autant que possible. Les effectifs réels sont arrondis à la dizaine inférieure ou supérieure (mais pas nécessairement la dizaine la plus proche) de façon à réduire les risques d'identification et de divulgation.

A cause de l'arrondi, la valeur d'un même indicateur peut légèrement différer dans des tableaux distincts.

## Limites dans l'utilisation des arrondis

Attention, comme un écart maximal de 9 est possible entre l'effectif réel et l'effectif arrondi, le calcul de pourcentages réalisé sur les effectifs arrondis peut être différent de celui réalisé sur les effectifs réels. C'est le cas par exemple du calcul d'une évolution ou du calcul de la part que représente un groupe de personnes dans une population donnée. En particulier, quand les effectifs sont petits (sous le millier), les pourcentages calculés peuvent être sensiblement surestimés ou sous-estimés et les évolutions masquées ou inversées. C'est pourquoi il convient d'être très prudent lors de l'analyse de petits effectifs. Toutefois, quel que soit l'effectif, s'il existe une tendance forte à la hausse ou à la baisse, cette tendance sera également observée sur les effectifs arrondis.

Ce tableau de bord a été réalisé dans le cadre du Réseau d'étude sur le marché du travail et de l'emploi (RETEL).

La Cellule Emploi-Travail de l'IGSS remercie les membres du réseau pour leur participation.

Le RETEL constitue un observatoire de l'emploi regroupant les principaux producteurs et utilisateurs de données sur le marché du travail au Luxembourg. Il a pour objectif d'améliorer les connaissances par rapport à l'emploi et au chômage, ceci à travers de nouveaux indicateurs, de nouvelles études et l'organisation de conférences.

Vous pouvez consulter les tableaux de bord dans la rubrique "Faits et chiffres" du portail de l'emploi :

<http://www.adem.public.lu/fr/marche-emploi-luxembourg/faits-et-chiffres/statistiques/igss/index.html>

Pour nous contacter : exclusivement par email à l'adresse [cet@igss.etat.lu](mailto:cet@igss.etat.lu)

# ANNEXES

## Liste des tableaux

Tableau 1 - Nombre de recrutements salariés intérimaires et non intérimaires par mois	24
Tableau 2 - Nombre de fins de contrat salariés intérimaires et non intérimaires par mois	24
Tableau 3 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité	25
Tableau 4 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le genre	26
Tableau 5 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et l'âge	29
Tableau 6 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité, la nationalité et la résidence	33
Tableau 7 - Recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le type de contrat	37
Tableau 8 - Recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et la rémunération au voisinage du salaire social minimum	40

Tableau 1 - Nombre de recrutements salariés intérimaires et non intérimaires par mois (janvier 2017 - janvier 2018)

	janv.-févr. 2017	févr.-mars 2017	mars-avr. 2017	avr.-mai 2017	mai-juin 2017	juin-juil. 2017	juil.-août 2017	août-sept. 2017	sept.-oct. 2017	oct.-nov. 2017	nov.-déc. 2017	déc.-janv. 2018	Total annuel
Salariés non-intérimaires	8 820	10 040	9 950	9 430	8 720	9 430	8 610	15 720	12 110	9 890	6 930	13 070	122 720
Salariés intérimaires	2 470	2 550	2 570	2 170	2 630	1 680	4 260	2 990	2 160	2 460	1 050	5 270	32 260
Total	11 290	12 590	12 520	11 600	11 350	11 110	12 870	18 710	14 270	12 350	7 980	18 340	154 980

Tableau 2 - Nombre de fins de contrat salariés intérimaires et non intérimaires par mois (janvier 2017 - janvier 2018)

	janv.-févr. 2017	févr.-mars 2017	mars-avr. 2017	avr.-mai 2017	mai-juin 2017	juin-juil. 2017	juil.-août 2017	août-sept. 2017	sept.-oct. 2017	oct.-nov. 2017	nov.-déc. 2017	déc.-janv. 2018	Total annuel
Salariés non-intérimaires	7 240	7 820	8 260	8 080	7 670	10 600	9 270	10 700	9 570	8 020	8 570	11 910	107 710
Salariés intérimaires	1 550	1 620	2 580	1 950	2 090	5 260	1 500	2 010	2 540	1 780	6 450	1 310	30 640
Total	8 790	9 440	10 840	10 030	9 760	15 860	10 770	12 710	12 110	9 800	15 020	13 220	138 350

Tableau 3 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité (janvier 2017 - janvier 2018)

	Recrutements 1	Fins de contrat 2	% du secteur dans les recrutements	% du secteur dans les fins de contrat	Création nette d'emplois (CNE) 1-2	Contribution du secteur à la CNE	Emplois salariés non intérimaires en janvier 2018	
							Nombre	%
A - Agriculture, sylviculture et pêche	640	580	0,5%	0,5%	60	0,4%	1 390	0,3%
B - Industries extractives	30	30	0,0%	0,0%	0	0,0%	290	0,1%
C - Industrie manufacturière	6 190	5 830	5,0%	5,4%	360	2,4%	31 860	7,8%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	190	170	0,2%	0,2%	20	0,1%	1 510	0,4%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	250	200	0,2%	0,2%	50	0,3%	1 650	0,4%
F - Construction	12 090	10 650	9,9%	9,9%	1 440	9,6%	43 890	10,7%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	15 300	13 890	12,5%	12,9%	1 410	9,4%	48 870	11,9%
H - Transports et entreposage	7 670	6 400	6,2%	5,9%	1 270	8,5%	28 690	7,0%
I - Hébergement et restauration	11 770	11 130	9,6%	10,3%	640	4,3%	19 260	4,7%
J - Information et communication	5 820	4 720	4,7%	4,4%	1 100	7,3%	19 930	4,9%
K - Activités financières et d'assurance	10 450	9 390	8,5%	8,7%	1 060	7,1%	47 600	11,6%
L - Activités immobilières	1 280	1 060	1,0%	1,0%	220	1,5%	2 980	0,7%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	12 570	10 430	10,2%	9,7%	2 140	14,3%	37 520	9,1%
N - Activités de services administratifs et de soutien	10 080	9 110	8,2%	8,5%	970	6,5%	21 170	5,2%
O - Administration publique	7 040	5 310	5,7%	4,9%	1 730	11,5%	43 720	10,6%
P - Enseignement (privé)	1 450	1 280	1,2%	1,2%	170	1,1%	4 560	1,1%
Q - Santé humaine et action sociale	10 180	8 860	8,3%	8,2%	1 320	8,8%	37 710	9,2%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	900	780	0,7%	0,7%	120	0,8%	2 290	0,6%
S - Autres activités de services	2 140	1 970	1,7%	1,8%	170	1,1%	6 370	1,6%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	3 820	3 820	3,1%	3,5%	0	0,0%	6 010	1,5%
U - Activités extra-territoriales	250	220	0,2%	0,2%	30	0,2%	710	0,2%
Z - Non déterminé	2 620	1 890	2,1%	1,8%	730	4,9%	2 600	0,6%
<b>Total</b>	<b>122 730</b>	<b>107 720</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>15 010</b>	<b>100,0%</b>	<b>410 580</b>	<b>100,0%</b>

Tableau 4 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le genre (janvier 2017 - janvier 2018) – partie 1

	Recrutements			Fins de contrat			% du secteur dans les recrutements		% du secteur dans les fins de contrat	
	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
A - Agriculture, sylviculture et pêche	150	490	640	110	470	580	0,3%	0,7%	0,2%	0,8%
B - Industries extractives	0	30	30	0	30	30	0,0%	0,0%	0,0%	0,1%
C - Industrie manufacturière	1 430	4 760	6 190	1 290	4 540	5 830	2,5%	7,2%	2,6%	7,9%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	40	150	190	30	140	170	0,1%	0,2%	0,1%	0,2%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	40	210	250	40	160	200	0,1%	0,3%	0,1%	0,3%
F - Construction	1 240	10 850	12 090	1 100	9 550	10 650	2,2%	16,4%	2,2%	16,7%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	7 250	8 050	15 300	6 710	7 180	13 890	12,8%	12,2%	13,3%	12,6%
H - Transports et entreposage	1 190	6 480	7 670	940	5 460	6 400	2,1%	9,8%	1,9%	9,6%
I - Hébergement et restauration	6 160	5 610	11 770	5 830	5 300	11 130	10,9%	8,5%	11,5%	9,3%
J - Information et communication	1 770	4 050	5 820	1 420	3 300	4 720	3,1%	6,1%	2,8%	5,8%
K - Activités financières et d'assurance	4 880	5 570	10 450	4 500	4 890	9 390	8,6%	8,4%	8,9%	8,6%
L - Activités immobilières	600	680	1 280	530	530	1 060	1,1%	1,0%	1,0%	0,9%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	6 000	6 570	12 570	5 090	5 340	10 430	10,6%	10,0%	10,1%	9,3%
N - Activités de services administratifs et de soutien	6 630	3 450	10 080	6 110	3 000	9 110	11,7%	5,2%	12,1%	5,2%
O - Administration publique	4 070	2 970	7 040	3 110	2 200	5 310	7,2%	4,5%	6,1%	3,8%
P - Enseignement (privé)	810	640	1 450	720	560	1 280	1,4%	1,0%	1,4%	1,0%
Q - Santé humaine et action sociale	7 480	2 700	10 180	6 570	2 290	8 860	13,2%	4,1%	13,0%	4,0%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	430	470	900	390	390	780	0,8%	0,7%	0,8%	0,7%
S - Autres activités de services	1 520	620	2 140	1 430	540	1 970	2,7%	0,9%	2,8%	0,9%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	3 670	150	3 820	3 670	150	3 820	6,5%	0,2%	7,3%	0,3%
U - Activités extra-territoriales	200	50	250	160	60	220	0,4%	0,1%	0,3%	0,1%
Z - Non déterminé	1 170	1 450	2 620	820	1 070	1 890	2,1%	2,2%	1,6%	1,9%
Total	56 730	66 000	122 730	50 570	57 150	107 720	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Tableau 4 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le genre (janvier 2017 - janvier 2018) – partie 2

	% des recrutements dans le secteur		
	Femmes	Hommes	Total
A - Agriculture, sylviculture et pêche	23,4%	76,6%	100,0%
B - Industries extractives	0,0%	100,0%	100,0%
C - Industrie manufacturière	23,1%	76,9%	100,0%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	21,1%	78,9%	100,0%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	16,0%	84,0%	100,0%
F - Construction	10,3%	89,7%	100,0%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	47,4%	52,6%	100,0%
H - Transports et entreposage	15,5%	84,5%	100,0%
I - Hébergement et restauration	52,3%	47,7%	100,0%
J - Information et communication	30,4%	69,6%	100,0%
K - Activités financières et d'assurance	46,7%	53,3%	100,0%
L - Activités immobilières	46,9%	53,1%	100,0%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	47,7%	52,3%	100,0%
N - Activités de services administratifs et de soutien	65,8%	34,2%	100,0%
O - Administration publique	57,8%	42,2%	100,0%
P - Enseignement	55,9%	44,1%	100,0%
Q - Santé humaine et action sociale	73,5%	26,5%	100,0%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	47,8%	52,2%	100,0%
S - Autres activités de services	71,0%	29,0%	100,0%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	96,1%	3,9%	100,0%
U - Activités extra-territoriales	80,0%	20,0%	100,0%
Z - Non déterminé	44,7%	55,3%	100,0%

Tableau 4 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le genre (janvier 2017 - janvier 2018) – partie 3

	Emplois salariés hors intérimaires en janvier 2018			% du secteur dans l'emploi salarié hors intérimaire en janvier 2018	
	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes
A - Agriculture, sylviculture et pêche	300	1 090	1 390	0,2%	0,4%
B - Industries extractives	20	270	290	0,0%	0,1%
C - Industrie manufacturière	5 640	26 220	31 860	3,4%	10,8%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	230	1 280	1 510	0,1%	0,5%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	240	1 410	1 650	0,1%	0,6%
F - Construction	3 890	40 000	43 890	2,3%	16,4%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	21 290	27 580	48 870	12,7%	11,3%
H - Transports et entreposage	3 930	24 760	28 690	2,4%	10,2%
I - Hébergement et restauration	9 970	9 290	19 260	6,0%	3,8%
J - Information et communication	5 190	14 740	19 930	3,1%	6,1%
K - Activités financières et d'assurance	21 370	26 230	47 600	12,8%	10,8%
L - Activités immobilières	1 390	1 590	2 980	0,8%	0,7%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	16 240	21 280	37 520	9,7%	8,7%
N - Activités de services administratifs et de soutien	12 060	9 110	21 170	7,2%	3,7%
O - Administration publique	21 400	22 320	43 720	12,8%	9,2%
P - Enseignement (privé)	2 460	2 100	4 560	1,5%	0,9%
Q - Santé humaine et action sociale	28 700	9 010	37 710	17,2%	3,7%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	950	1 340	2 290	0,6%	0,6%
S - Autres activités de services	4 520	1 850	6 370	2,7%	0,8%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	5 790	220	6 010	3,5%	0,1%
U - Activités extra-territoriales	490	220	710	0,3%	0,1%
Z - Non déterminé	1 130	1 470	2 600	0,7%	0,6%
Total	167 200	243 380	410 580	100,0%	100,0%

Tableau 5 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et l'âge (janvier 2017 - janvier 2018) – partie 1

	Recrutements					Total	Fins de contrat					Total
	< 25 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	>=55 ans		< 25 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	>=55 ans	
A - Agriculture, sylviculture et pêche	160	180	160	110	30	640	110	160	140	130	40	580
B - Industries extractives	10	0	0	10	0	20	0	10	0	10	10	30
C - Industrie manufacturière	1 290	2 190	1 610	880	230	6 200	790	1 770	1 510	940	820	5 830
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	50	80	50	20	0	200	20	60	40	20	30	170
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	50	100	60	30	10	250	20	50	50	40	40	200
F - Construction	2 110	3 630	3 240	2 510	600	12 090	1 370	3 030	2 870	2 300	1 080	10 650
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	4 530	5 270	3 120	1 850	530	15 300	3 280	4 560	2 940	2 010	1 100	13 890
H - Transports et entreposage	1 380	2 370	1 990	1 390	540	7 670	730	1 730	1 680	1 300	960	6 400
I - Hébergement et restauration	3 100	3 960	2 700	1 580	440	11 780	2 490	3 850	2 660	1 560	570	11 130
J - Information et communication	950	2 600	1 500	640	130	5 820	470	1 940	1 370	630	310	4 720
K - Activités financières et d'assurance	1 750	4 270	2 840	1 270	320	10 450	1 100	3 310	2 720	1 460	800	9 390
L - Activités immobilières	160	380	360	280	100	1 280	90	330	290	210	140	1 060
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	2 590	5 810	2 530	1 270	370	12 570	1 270	4 940	2 390	1 240	590	10 430
N - Activités de services administratifs et de soutien	2 050	3 330	2 620	1 680	400	10 080	1 610	2 920	2 390	1 600	590	9 110
O - Administration publique	2 060	2 720	1 300	740	220	7 040	1 190	1 640	840	580	1 060	5 310
P - Enseignement (privé)	290	660	310	140	40	1 440	230	590	270	120	70	1 280
Q - Santé humaine et action sociale	2 330	3 970	2 080	1 350	440	10 170	1 330	3 430	1 900	1 290	910	8 860
R - Arts, spectacles et activités récréatives	260	340	130	110	60	900	190	280	130	100	80	780
S - Autres activités de services	490	840	450	260	100	2 140	380	710	450	260	170	1 970
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	130	590	1 110	1 300	690	3 820	110	550	1 100	1 290	770	3 820
U - Activités extra-territoriales	10	40	90	70	40	250	0	40	80	40	60	220
Z - Non déterminé	180	630	800	770	240	2 620	100	430	540	610	210	1 890
Total	25 930	43 960	29 050	18 260	5 530	122 730	16 880	36 330	26 360	17 740	10 410	107 720

Tableau 5 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et l'âge (janvier 2017 - janvier 2018) – partie 2

	% du secteur dans les recrutements					% du secteur dans les fins de contrat				
	< 25 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	>=55 ans	< 25 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	>=55 ans
A - Agriculture, sylviculture et pêche	0,6%	0,4%	0,6%	0,6%	0,5%	0,7%	0,4%	0,5%	0,7%	0,4%
B - Industries extractives	0,0%	0,0%	0,0%	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,1%	0,1%
C - Industrie manufacturière	5,0%	5,0%	5,5%	4,8%	4,2%	4,7%	4,9%	5,7%	5,3%	7,9%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	0,2%	0,2%	0,2%	0,1%	0,0%	0,1%	0,2%	0,2%	0,1%	0,3%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%	0,1%	0,1%	0,2%	0,2%	0,4%
F - Construction	8,1%	8,3%	11,2%	13,7%	10,8%	8,1%	8,3%	10,9%	13,0%	10,4%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	17,5%	12,0%	10,7%	10,1%	9,6%	19,4%	12,6%	11,2%	11,3%	10,6%
H - Transports et entreposage	5,3%	5,4%	6,9%	7,6%	9,8%	4,3%	4,8%	6,4%	7,3%	9,2%
I - Hébergement et restauration	12,0%	9,0%	9,3%	8,7%	8,0%	14,8%	10,6%	10,1%	8,8%	5,5%
J - Information et communication	3,7%	5,9%	5,2%	3,5%	2,4%	2,8%	5,3%	5,2%	3,6%	3,0%
K - Activités financières et d'assurance	6,7%	9,7%	9,8%	7,0%	5,8%	6,5%	9,1%	10,3%	8,2%	7,7%
L - Activités immobilières	0,6%	0,9%	1,2%	1,5%	1,8%	0,5%	0,9%	1,1%	1,2%	1,3%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	10,0%	13,2%	8,7%	7,0%	6,7%	7,5%	13,6%	9,1%	7,0%	5,7%
N - Activités de services administratifs et de soutien	7,9%	7,6%	9,0%	9,2%	7,2%	9,5%	8,0%	9,1%	9,0%	5,7%
O - Administration publique	7,9%	6,2%	4,5%	4,1%	4,0%	7,0%	4,5%	3,2%	3,3%	10,2%
P - Enseignement (privé)	1,1%	1,5%	1,1%	0,8%	0,7%	1,4%	1,6%	1,0%	0,7%	0,7%
Q - Santé humaine et action sociale	9,0%	9,0%	7,2%	7,4%	8,0%	7,9%	9,4%	7,2%	7,3%	8,7%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	1,0%	0,8%	0,4%	0,6%	1,1%	1,1%	0,8%	0,5%	0,6%	0,8%
S - Autres activités de services	1,9%	1,9%	1,5%	1,4%	1,8%	2,3%	2,0%	1,7%	1,5%	1,6%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	0,5%	1,3%	3,8%	7,1%	12,5%	0,7%	1,5%	4,2%	7,3%	7,4%
U - Activités extra-territoriales	0,0%	0,1%	0,3%	0,4%	0,7%	0,0%	0,1%	0,3%	0,2%	0,6%
Z - Non déterminé	0,7%	1,4%	2,8%	4,2%	4,3%	0,6%	1,2%	2,0%	3,4%	2,0%
Total	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Tableau 5 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et l'âge (janvier 2017 - janvier 2018) – partie 3

	% des recrutements dans le secteur					Total
	< 25 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	>=55 ans	
A - Agriculture, sylviculture et pêche	25,0%	28,1%	25,0%	17,2%	4,7%	100,0%
B - Industries extractives	50,0%	0,0%	0,0%	50,0%	0,0%	100,0%
C - Industrie manufacturière	20,8%	35,3%	26,0%	14,2%	3,7%	100,0%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	25,0%	40,0%	25,0%	10,0%	0,0%	100,0%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	20,0%	40,0%	24,0%	12,0%	4,0%	100,0%
F - Construction	17,5%	30,0%	26,8%	20,8%	5,0%	100,0%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	29,6%	34,4%	20,4%	12,1%	3,5%	100,0%
H - Transports et entreposage	18,0%	30,9%	25,9%	18,1%	7,0%	100,0%
I - Hébergement et restauration	26,3%	33,6%	22,9%	13,4%	3,7%	100,0%
J - Information et communication	16,3%	44,7%	25,8%	11,0%	2,2%	100,0%
K - Activités financières et d'assurance	16,7%	40,9%	27,2%	12,2%	3,1%	100,0%
L - Activités immobilières	12,5%	29,7%	28,1%	21,9%	7,8%	100,0%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	20,6%	46,2%	20,1%	10,1%	2,9%	100,0%
N - Activités de services administratifs et de soutien	20,3%	33,0%	26,0%	16,7%	4,0%	100,0%
O - Administration publique	29,3%	38,6%	18,5%	10,5%	3,1%	100,0%
P - Enseignement (privé)	20,1%	45,8%	21,5%	9,7%	2,8%	100,0%
Q - Santé humaine et action sociale	22,9%	39,0%	20,5%	13,3%	4,3%	100,0%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	28,9%	37,8%	14,4%	12,2%	6,7%	100,0%
S - Autres activités de services	22,9%	39,3%	21,0%	12,1%	4,7%	100,0%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	3,4%	15,4%	29,1%	34,0%	18,1%	100,0%
U - Activités extra-territoriales	4,0%	16,0%	36,0%	28,0%	16,0%	100,0%
Z - Non déterminé	6,9%	24,0%	30,5%	29,4%	9,2%	100,0%

Tableau 5 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et l'âge (janvier 2017 - janvier 2018) – partie 4

	Emplois salariés hors intérimaires en janvier 2018					Total	% du secteur dans l'emploi salarié hors intérimaire en janvier 2018				
	< 25 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	>=55 ans		< 25 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	>=55 ans
A - Agriculture, sylviculture et pêche	190	370	360	330	140	1 390	0,7%	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%
B - Industries extractives	10	40	70	120	50	290	0,0%	0,0%	0,1%	0,1%	0,1%
C - Industrie manufacturière	1 610	7 320	9 260	10 310	3 360	31 860	6,1%	6,6%	7,7%	9,1%	8,2%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	110	450	390	430	130	1 510	0,4%	0,4%	0,3%	0,4%	0,3%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	70	370	450	570	190	1 650	0,3%	0,3%	0,4%	0,5%	0,5%
F - Construction	2 840	9 950	12 600	13 610	4 890	43 890	10,8%	9,0%	10,5%	12,1%	12,0%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	4 660	13 060	13 510	12 940	4 700	48 870	17,8%	11,8%	11,3%	11,5%	11,5%
H - Transports et entreposage	1 640	6 730	8 160	8 620	3 540	28 690	6,3%	6,1%	6,8%	7,6%	8,7%
I - Hébergement et restauration	2 230	5 670	5 480	4 460	1 410	19 250	8,5%	5,1%	4,6%	4,0%	3,5%
J - Information et communication	960	6 390	6 510	4 620	1 450	19 930	3,7%	5,8%	5,4%	4,1%	3,6%
K - Activités financières et d'assurance	1 280	11 720	16 480	14 160	3 950	47 590	4,9%	10,6%	13,7%	12,5%	9,7%
L - Activités immobilières	170	690	870	830	420	2 980	0,6%	0,6%	0,7%	0,7%	1,0%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	2 470	14 950	10 330	7 210	2 570	37 530	9,4%	13,5%	8,6%	6,4%	6,3%
N - Activités de services administratifs et de soutien	1 290	5 780	6 400	5 720	1 980	21 170	4,9%	5,2%	5,3%	5,1%	4,9%
O - Administration publique	2 470	11 430	12 830	12 170	4 830	43 730	9,4%	10,3%	10,7%	10,8%	11,8%
P - Enseignement (privé)	170	1 470	1 370	1 110	440	4 560	0,6%	1,3%	1,1%	1,0%	1,1%
Q - Santé humaine et action sociale	3 040	10 650	10 060	10 100	3 860	37 710	11,6%	9,6%	8,4%	8,9%	9,5%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	200	690	620	540	240	2 290	0,8%	0,6%	0,5%	0,5%	0,6%
S - Autres activités de services	640	1 810	1 640	1 580	700	6 370	2,4%	1,6%	1,4%	1,4%	1,7%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	70	590	1 660	2 290	1 400	6 010	0,3%	0,5%	1,4%	2,0%	3,4%
U - Activités extra-territoriales	10	80	220	250	150	710	0,0%	0,1%	0,2%	0,2%	0,4%
Z - Non déterminé	60	470	730	920	420	2 600	0,2%	0,4%	0,6%	0,8%	1,0%
Total	26 190	110 680	120 000	112 890	40 820	410 580	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Tableau 6 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité, la nationalité et la résidence (janvier 2017 - janvier 2018) – partie 1

	Recrutements				Fins de contrat			
	Frontaliers	Résidents luxembourgeois	Résidents étrangers	Total	Frontaliers	Résidents luxembourgeois	Résidents étrangers	Total
A - Agriculture, sylviculture et pêche	150	180	310	640	140	140	300	580
B - Industries extractives	10	0	20	30	20	0	10	30
C - Industrie manufacturière	3 620	620	1 950	6 190	3 230	850	1 750	5 830
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	60	100	30	190	40	100	30	170
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	120	80	50	250	100	70	30	200
F - Construction	6 560	1 060	4 470	12 090	5 440	1 130	4 080	10 650
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	7 800	2 990	4 510	15 300	6 710	3 330	3 850	13 890
H - Transports et entreposage	3 450	1 300	2 920	7 670	3 050	1 120	2 230	6 400
I - Hébergement et restauration	3 740	1 370	6 660	11 770	3 380	1 340	6 410	11 130
J - Information et communication	2 990	660	2 170	5 820	2 450	770	1 500	4 720
K - Activités financières et d'assurance	4 870	1 020	4 560	10 450	4 340	1 230	3 820	9 390
L - Activités immobilières	420	330	530	1 280	340	290	430	1 060
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	5 950	1 500	5 120	12 570	4 980	1 470	3 980	10 430
N - Activités de services administratifs et de soutien	4 390	930	4 760	10 080	3 920	930	4 260	9 110
O - Administration publique	310	5 850	880	7 040	180	4 570	560	5 310
P - Enseignement (privé)	360	380	710	1 450	330	360	590	1 280
Q - Santé humaine et action sociale	2 960	4 320	2 900	10 180	2 300	4 120	2 440	8 860
R - Arts, spectacles et activités récréatives	300	240	360	900	240	220	320	780
S - Autres activités de services	740	570	830	2 140	670	600	700	1 970
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	370	250	3 200	3 820	380	270	3 170	3 820
U - Activités extra-territoriales	50	20	180	250	50	20	150	220
Z - Non déterminé	510	630	1 480	2 620	200	570	1 120	1 890
<b>Total</b>	<b>49 730</b>	<b>24 400</b>	<b>48 600</b>	<b>122 730</b>	<b>42 490</b>	<b>23 500</b>	<b>41 730</b>	<b>107 720</b>

Tableau 6 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité, la nationalité et la résidence (janvier 2017 - janvier 2018) – partie 2

	% du secteur dans les recrutements			% du secteur dans les fins de contrat		
	Frontaliers	Résidents luxembourgeois	Résidents étrangers	Frontaliers	Résidents luxembourgeois	Résidents étrangers
A - Agriculture, sylviculture et pêche	0,3%	0,7%	0,6%	0,3%	0,6%	0,6%
B - Industries extractives	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
C - Industrie manufacturière	7,3%	2,5%	4,0%	7,6%	3,6%	4,0%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	0,1%	0,4%	0,1%	0,1%	0,4%	0,1%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	0,2%	0,3%	0,1%	0,2%	0,3%	0,1%
F - Construction	13,2%	4,3%	9,2%	12,8%	4,8%	9,2%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	15,7%	12,3%	9,3%	15,8%	14,2%	9,3%
H - Transports et entreposage	6,9%	5,3%	6,0%	7,2%	4,8%	6,0%
I - Hébergement et restauration	7,5%	5,6%	13,7%	8,0%	5,7%	13,7%
J - Information et communication	6,0%	2,7%	4,5%	5,8%	3,3%	4,5%
K - Activités financières et d'assurance	9,8%	4,2%	9,4%	10,2%	5,2%	9,4%
L - Activités immobilières	0,8%	1,4%	1,1%	0,8%	1,2%	1,1%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	12,0%	6,1%	10,5%	11,7%	6,3%	10,5%
N - Activités de services administratifs et de soutien	8,8%	3,8%	9,8%	9,2%	4,0%	9,8%
O - Administration publique	0,6%	24,0%	1,8%	0,4%	19,4%	1,8%
P - Enseignement (privé)	0,7%	1,6%	1,5%	0,8%	1,5%	1,5%
Q - Santé humaine et action sociale	6,0%	17,7%	6,0%	5,4%	17,5%	6,0%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	0,6%	1,0%	0,7%	0,6%	0,9%	0,7%
S - Autres activités de services	1,5%	2,3%	1,7%	1,6%	2,6%	1,7%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	0,7%	1,0%	6,6%	0,9%	1,1%	6,6%
U - Activités extra-territoriales	0,1%	0,1%	0,4%	0,1%	0,1%	0,4%
Z - Non déterminé	1,0%	2,6%	3,0%	0,5%	2,4%	3,0%
Total	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Tableau 6 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité, la nationalité et la résidence (janvier 2017 - janvier 2018) – partie 3

	% des recrutements dans le secteur			Total
	Frontaliers	Résidents luxembourgeois	Résidents étrangers	
A - Agriculture, sylviculture et pêche	23,4%	28,1%	48,4%	100,0%
B - Industries extractives	33,3%	0,0%	66,7%	100,0%
C - Industrie manufacturière	58,5%	10,0%	31,5%	100,0%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	31,6%	52,6%	15,8%	100,0%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	48,0%	32,0%	20,0%	100,0%
F - Construction	54,3%	8,8%	37,0%	100,0%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	51,0%	19,5%	29,5%	100,0%
H - Transports et entreposage	45,0%	16,9%	38,1%	100,0%
I - Hébergement et restauration	31,8%	11,6%	56,6%	100,0%
J - Information et communication	51,4%	11,3%	37,3%	100,0%
K - Activités financières et d'assurance	46,6%	9,8%	43,6%	100,0%
L - Activités immobilières	32,8%	25,8%	41,4%	100,0%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	47,3%	11,9%	40,7%	100,0%
N - Activités de services administratifs et de soutien	43,6%	9,2%	47,2%	100,0%
O - Administration publique	4,4%	83,1%	12,5%	100,0%
P - Enseignement	24,8%	26,2%	49,0%	100,0%
Q - Santé humaine et action sociale	29,1%	42,4%	28,5%	100,0%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	33,3%	26,7%	40,0%	100,0%
S - Autres activités de services	34,6%	26,6%	38,8%	100,0%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	9,7%	6,5%	83,8%	100,0%
U - Activités extra-territoriales	20,0%	8,0%	72,0%	100,0%
Z - Non déterminé	19,5%	24,0%	56,5%	100,0%

Tableau 6 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité, la nationalité et la résidence (janvier 2017 - janvier 2018) – partie 4

	Emplois salariés hors intérimaires en janvier 2018				% du secteur dans l'emploi salarié hors intérimaire en janvier 2018		
	Frontaliers	Résidents luxembourgeois	Résidents étrangers	Total	Frontaliers	Résidents luxembourgeois	Résidents étrangers
A - Agriculture, sylviculture et pêche	400	380	610	1 390	0,2%	0,3%	0,5%
B - Industries extractives	150	50	90	290	0,1%	0,0%	0,1%
C - Industrie manufacturière	20 700	4 620	6 540	31 860	11,5%	4,1%	5,5%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	340	1 020	150	1 510	0,2%	0,9%	0,1%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	780	640	230	1 650	0,4%	0,6%	0,2%
F - Construction	23 740	4 080	16 070	43 890	13,2%	3,6%	13,6%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	27 650	9 630	11 590	48 870	15,4%	8,5%	9,8%
H - Transports et entreposage	13 580	7 370	7 740	28 690	7,6%	6,5%	6,6%
I - Hébergement et restauration	6 980	2 110	10 170	19 260	3,9%	1,9%	8,6%
J - Information et communication	10 380	4 120	5 430	19 930	5,8%	3,6%	4,6%
K - Activités financières et d'assurance	23 290	9 070	15 240	47 600	13,0%	8,0%	12,9%
L - Activités immobilières	960	950	1 070	2 980	0,5%	0,8%	0,9%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	19 130	5 570	12 820	37 520	10,6%	4,9%	10,9%
N - Activités de services administratifs et de soutien	10 520	1 980	8 670	21 170	5,9%	1,8%	7,4%
O - Administration publique	2 130	38 750	2 840	43 720	1,2%	34,3%	2,4%
P - Enseignement (privé)	1 360	1 340	1 860	4 560	0,8%	1,2%	1,6%
Q - Santé humaine et action sociale	13 290	16 780	7 640	37 710	7,4%	14,9%	6,5%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	810	810	670	2 290	0,5%	0,7%	0,6%
S - Autres activités de services	2 100	2 250	2 020	6 370	1,2%	2,0%	1,7%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	760	570	4 680	6 010	0,4%	0,5%	4,0%
U - Activités extra-territoriales	210	100	400	710	0,1%	0,1%	0,3%
Z - Non déterminé	410	780	1 410	2 600	0,2%	0,7%	1,2%
<b>Total</b>	<b>179 670</b>	<b>112 970</b>	<b>117 940</b>	<b>410 580</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

Tableau 7 - Recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le type de contrat (janvier 2017 - janvier 2018)– partie 1

	Recrutements					CDI	Total	Fins de contrat			% du secteur dans les recrutements	
	CDD				Total			CDD	CDI	Total	CDD	CDI
	<= 1 mois	2 - 6 mois	7 - 12 mois	> 12 mois								
A - Agriculture, sylviculture et pêche	40	100	50	0	190	450	640	150	430	580	0,5%	0,5%
B - Industries extractives	0	10	0	0	10	20	30	0	30	30	0,0%	0,0%
C - Industrie manufacturière	300	1 070	410	60	1 840	4 350	6 190	1 150	4 680	5 830	5,2%	5,0%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	0	20	10	0	30	160	190	20	150	170	0,1%	0,2%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	0	20	30	0	50	200	250	20	180	200	0,1%	0,2%
F - Construction	450	1 640	610	60	2 760	9 330	12 090	1 890	8 760	10 650	7,8%	10,7%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	920	3 360	850	160	5 290	10 010	15 300	3 740	10 150	13 890	14,9%	11,5%
H - Transports et entreposage	320	1 210	750	70	2 350	5 320	7 670	1 420	4 980	6 400	6,6%	6,1%
I - Hébergement et restauration	700	1 460	540	50	2 750	9 020	11 770	2 210	8 920	11 130	7,8%	10,3%
J - Information et communication	270	660	200	50	1 180	4 640	5 820	950	3 770	4 720	3,3%	5,3%
K - Activités financières et d'assurance	200	1 470	700	200	2 570	7 880	10 450	1 870	7 520	9 390	7,3%	9,0%
L - Activités immobilières	50	70	50	0	170	1 110	1 280	110	950	1 060	0,5%	1,3%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	370	1 440	480	190	2 480	10 090	12 570	1 920	8 510	10 430	7,0%	11,6%
N - Activités de services administratifs et de soutien	1 830	1 990	430	80	4 330	5 750	10 080	3 250	5 860	9 110	12,2%	6,6%
O - Administration publique	890	610	990	460	2 950	4 090	7 040	1 970	3 340	5 310	8,3%	4,7%
P - Enseignement (privé)	50	380	170	330	930	520	1 450	860	420	1 280	2,6%	0,6%
Q - Santé humaine et action sociale	470	2 190	1 050	340	4 050	6 130	10 180	3 050	5 810	8 860	11,4%	7,0%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	90	120	170	50	430	470	900	320	460	780	1,2%	0,5%
S - Autres activités de services	70	240	180	80	570	1 570	2 140	400	1 570	1 970	1,6%	1,8%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	10	30	20	0	60	3 760	3 820	50	3 770	3 820	0,2%	4,3%
U - Activités extra-territoriales	60	40	20	60	180	70	250	120	100	220	0,5%	0,1%
Z - Non déterminé	80	90	50	20	240	2 380	2 620	170	1 720	1 890	0,7%	2,7%
Total	7 170	18 220	7 760	2 260	35 410	87 320	122 730	25 640	82 080	107 720	100,0%	100,0%

Tableau 7 - Recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le type de contrat (janvier 2017 - janvier 2018)– partie 2

	% des recrutements dans le secteur		
	CDD	CDI	Total
A - Agriculture, sylviculture et pêche	29,7%	70,3%	100,0%
B - Industries extractives	33,3%	66,7%	100,0%
C - Industrie manufacturière	29,7%	70,3%	100,0%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	15,8%	84,2%	100,0%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	20,0%	80,0%	100,0%
F - Construction	22,8%	77,2%	100,0%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	34,6%	65,4%	100,0%
H - Transports et entreposage	30,6%	69,4%	100,0%
I - Hébergement et restauration	23,4%	76,6%	100,0%
J - Information et communication	20,3%	79,7%	100,0%
K - Activités financières et d'assurance	24,6%	75,4%	100,0%
L - Activités immobilières	13,3%	86,7%	100,0%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	19,7%	80,3%	100,0%
N - Activités de services administratifs et de soutien	43,0%	57,0%	100,0%
O - Administration publique	41,9%	58,1%	100,0%
P - Enseignement (privé)	64,1%	35,9%	100,0%
Q - Santé humaine et action sociale	39,8%	60,2%	100,0%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	47,8%	52,2%	100,0%
S - Autres activités de services	26,6%	73,4%	100,0%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	1,6%	98,4%	100,0%
U - Activités extra-territoriales	72,0%	28,0%	100,0%
Z - Non déterminé	9,2%	90,8%	100,0%

Tableau 7 - Recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le type de contrat (janvier 2017 - janvier 2018)– partie 3

	Emplois salariés hors intérimaires en janvier 2018			% du secteur dans l'emploi salarié hors intérimaire en janvier 2018	
	CDD	CDI	Total	CDD	CDI
A - Agriculture, sylviculture et pêche	80	1 310	1 390	0,4%	0,3%
B - Industries extractives	10	280	290	0,0%	0,1%
C - Industrie manufacturière	1 290	30 570	31 860	5,9%	7,9%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	30	1 480	1 510	0,1%	0,4%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	50	1 600	1 650	0,2%	0,4%
F - Construction	1 330	42 560	43 890	6,1%	10,9%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	3 010	45 860	48 870	13,8%	11,8%
H - Transports et entreposage	1 190	27 500	28 690	5,4%	7,1%
I - Hébergement et restauration	840	18 420	19 260	3,8%	4,7%
J - Information et communication	580	19 350	19 930	2,7%	5,0%
K - Activités financières et d'assurance	1 740	45 860	47 600	8,0%	11,8%
L - Activités immobilières	80	2 900	2 980	0,4%	0,7%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	1 510	36 010	37 520	6,9%	9,3%
N - Activités de services administratifs et de soutien	1 750	19 420	21 170	8,0%	5,0%
O - Administration publique	2 560	41 160	43 720	11,7%	10,6%
P - Enseignement (privé)	1 250	3 310	4 560	5,7%	0,9%
Q - Santé humaine et action sociale	3 620	34 090	37 710	16,6%	8,8%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	300	1 990	2 290	1,4%	0,5%
S - Autres activités de services	350	6 020	6 370	1,6%	1,5%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	20	5 990	6 010	0,1%	1,5%
U - Activités extra-territoriales	200	510	710	0,9%	0,1%
Z - Non déterminé	70	2 530	2 600	0,3%	0,7%
Total	21 860	388 720	410 580	100,0%	100,0%

Tableau 8 - Recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et la rémunération au voisinage du salaire social minimum (janvier 2017 - janvier 2018) - partie 1

	Recrutements			% du secteur dans les recrutements			
	Au voisinage du SSM		Total	Au voisinage du SSM	Supérieur au SSM		
	SSM non qualifié	SSM qualifié					
A - Agriculture, sylviculture et pêche	280	90	370	270	640	1,0%	0,3%
B - Industries extractives	0	10	10	20	30	0,0%	0,0%
C - Industrie manufacturière	1 300	850	2 150	4 040	6 190	5,6%	4,8%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	10	10	20	170	190	0,1%	0,2%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	30	20	50	200	250	0,1%	0,2%
F - Construction	2 150	1 770	3 920	8 180	12 100	10,3%	9,7%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	5 100	1 720	6 820	8 480	15 300	17,8%	10,0%
H - Transports et entreposage	1 480	1 410	2 890	4 780	7 670	7,6%	5,7%
I - Hébergement et restauration	5 070	1 300	6 370	5 400	11 770	16,7%	6,4%
J - Information et communication	450	420	870	4 950	5 820	2,3%	5,9%
K - Activités financières et d'assurance	1 330	320	1 650	8 800	10 450	4,3%	10,4%
L - Activités immobilières	250	160	410	870	1 280	1,1%	1,0%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	1 450	1 020	2 470	10 100	12 570	6,5%	12,0%
N - Activités de services administratifs et de soutien	1 480	910	2 390	7 690	10 080	6,3%	9,1%
O - Administration publique	830	480	1 310	5 730	7 040	3,4%	6,8%
P - Enseignement (privé)	180	210	390	1 050	1 440	1,0%	1,2%
Q - Santé humaine et action sociale	1 960	770	2 730	7 440	10 170	7,1%	8,8%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	250	90	340	560	900	0,9%	0,7%
S - Autres activités de services	520	430	950	1 190	2 140	2,5%	1,4%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	370	150	520	3 300	3 820	1,4%	3,9%
U - Activités extra-territoriales	0	10	10	240	250	0,0%	0,3%
Z - Non déterminé	1 220	360	1 580	1 040	2 620	4,1%	1,2%
<b>Total</b>	<b>25 710</b>	<b>12 510</b>	<b>38 220</b>	<b>84 500</b>	<b>122 720</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

Tableau 8 - Recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et la rémunération au voisinage du salaire social minimum (janvier 2017 - janvier 2018) - partie 2

	% des recrutements dans le secteur		Total
	Au voisinage du SSM	Supérieur au SSM	
A - Agriculture, sylviculture et pêche	57,8%	42,2%	100,0%
B - Industries extractives	33,3%	66,7%	100,0%
C - Industrie manufacturière	34,7%	65,3%	100,0%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	10,5%	89,5%	100,0%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	20,0%	80,0%	100,0%
F - Construction	32,4%	67,6%	100,0%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	44,6%	55,4%	100,0%
H - Transports et entreposage	37,7%	62,3%	100,0%
I - Hébergement et restauration	54,1%	45,9%	100,0%
J - Information et communication	14,9%	85,1%	100,0%
K - Activités financières et d'assurance	15,8%	84,2%	100,0%
L - Activités immobilières	32,0%	68,0%	100,0%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	19,6%	80,4%	100,0%
N - Activités de services administratifs et de soutien	23,7%	76,3%	100,0%
O - Administration publique	18,6%	81,4%	100,0%
P - Enseignement (privé)	27,1%	72,9%	100,0%
Q - Santé humaine et action sociale	26,8%	73,2%	100,0%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	37,8%	62,2%	100,0%
S - Autres activités de services	44,4%	55,6%	100,0%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	13,6%	86,4%	100,0%
U - Activités extra-territoriales	4,0%	96,0%	100,0%
Z - Non déterminé	60,3%	39,7%	100,0%

Tableau 8 - Recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et la rémunération au voisinage du salaire social minimum (janvier 2017 - janvier 2018) - partie 3

	Emplois salariés hors intérimaires en janvier 2018			% du secteur dans l'emploi salarié hors intérimaire en janvier 2018	
	Au voisinage du SSM	Supérieur au SSM	Total	Au voisinage du SSM	Supérieur au SSM
A - Agriculture, sylviculture et pêche	510	880	1 390	1,1%	0,2%
B - Industries extractives	20	270	290	0,0%	0,1%
C - Industrie manufacturière	3 150	28 710	31 860	6,5%	7,9%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	20	1 490	1 510	0,0%	0,4%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	120	1 530	1 650	0,2%	0,4%
F - Construction	3 910	39 980	43 890	8,1%	11,0%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	12 140	36 730	48 870	25,1%	10,1%
H - Transports et entreposage	3 260	25 430	28 690	6,7%	7,0%
I - Hébergement et restauration	7 480	11 770	19 250	15,5%	3,2%
J - Information et communication	930	19 000	19 930	1,9%	5,2%
K - Activités financières et d'assurance	1 050	46 550	47 600	2,2%	12,9%
L - Activités immobilières	500	2 480	2 980	1,0%	0,7%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	2 400	35 120	37 520	5,0%	9,7%
N - Activités de services administratifs et de soutien	2 150	19 020	21 170	4,4%	5,3%
O - Administration publique	1 160	42 560	43 720	2,4%	11,8%
P - Enseignement (privé)	240	4 320	4 560	0,5%	1,2%
Q - Santé humaine et action sociale	4 670	33 040	37 710	9,6%	9,1%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	340	1 950	2 290	0,7%	0,5%
S - Autres activités de services	1 860	4 510	6 370	3,8%	1,2%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	760	5 250	6 010	1,6%	1,4%
U - Activités extra-territoriales	10	700	710	0,0%	0,2%
Z - Non déterminé	1 720	890	2 610	3,6%	0,2%
Total	48 400	362 180	410 580	100,0%	100,0%